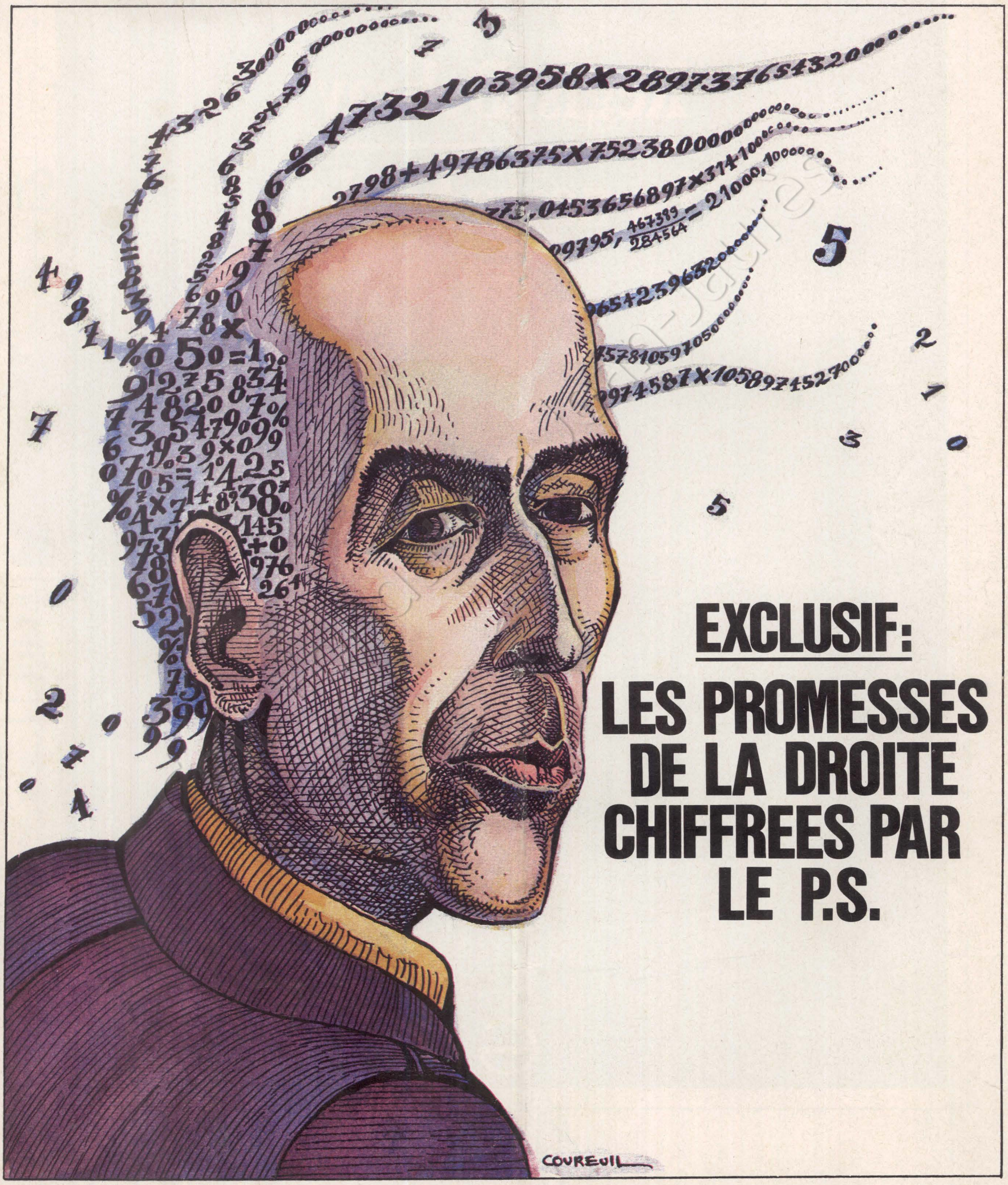
l'unité

N° 275 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 16-22 décembre 1977



EXCLUSIF:

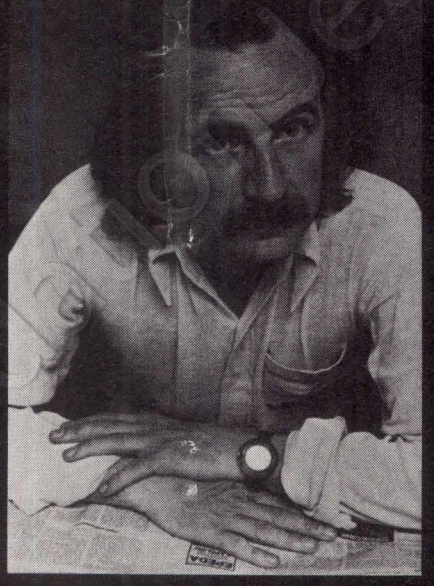
LES PROMESSES DE LA DROITE CHIFFREES PAR LE P.S.

PRIX FEMINA

Régis Debray

La neige brûle

roman



Elles

Cette histoire d'amour romantique se déroule avec la simplicité lisse et nue d'une œuvre classique. Que de nuances et de profondeur sous cette voix limpide.

Marie Susini

Une femme peut-elle être insensible à la lecture de "La Neige Brûle" ? Franchement je ne le crois pas. Le beau roman ! Et comme je souhaiterais faire partager mon enthousiasme.

Edmonde Charles-Roux

"La Neige Brûle" se placera parmi ces livres qui témoignent des changements survenus dans la sensibilité des hommes de cette fin de siècle.

Clara Malraux

Imilla offre son corps souverain, son corps d'amour impitoyable à notre rêve de révolution. Sa mort inutile comme celle de tous les martyrs rouvre pourtant en nous la blessure de notre nostalgie. Que cette plaie, au moins, jamais ne se cicatrise.

Annie Leclerc

Eux aussi

Sur fond de fidélité à une cause et à soi-même, "La Neige Brûle" propose un subtil, adorable portrait de femme en proie aux intermittences du cœur. Vraiment oui, l'héroïne de Régis Debray le consacre romancier.

Luc Estang

Un écrivain véritable, poète et conteur. La richesse de pensée, la beauté lyrique du style font de ce roman une œuvre haute. Si "la neige brûle" nous brûlons avec elle.

Max-Pol Fouchet

Récit intensément vécu. Infantiles s'abstenir : "La Neige Brûle" est un livre adulte, il nous sera utile comme un compagnon de réconfort.

Claude Manceron

Dès les premières pages j'ai été pris par une sorte de simplicité et d'allégresse dans le récit. Pas un mot de trop.

Alain Bosquet

grasset

Jean Jaurès

sommaire

FRANCE

8
P.S. : UN BILAN IMPRESSIONNANT, PAR ANTOINE VIOLET

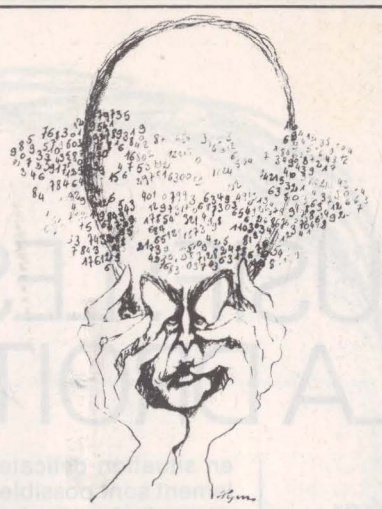
9
L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

10
UN PARADIS D'ASSISTES, PAR VERONIQUE NEIERTZ

12
L'O.P.A. GISCARDIENNE SUR LYON, PAR CHRISTINE COTTIN

DOCUMENT

4
EXCLUSIF : LES PROMESSES DE LA DROITE CHIFFREES PAR LE P.S.



13
LICENCIES POUR FRAUDE FISCALE... DU PATRON, PAR ROBERT BUTHEAU



PHOTOS ET DESSINS

Aigles (pages 12,13,14), Coureuil (pages 1, 10, 29, 30), Demoulin (pages 18, 23), Keystone (pages 32, 33), Pascal Lebrun (pages 8, 15, 23), Pym (pages 5, 11), Rush (page 21), Solo (pages 16, 27, 33), Sygma (pages 13, 22).

15
EDUCATION : LE PROJET SOCIALISTE, PAR LOUIS MEXANDEAU

SOCIAL

16
UN IMPOT VOLEUR, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

21
QUEL SOCIALISME POUR LES FEMMES ?, PAR YVETTE ROUDY



MONDE

22
PORTUGAL : LE ROLE DE EANES COMMENCE, PAR PAUL LEDUC

LIVRES

24
CELUI QUI SUT DIRE NON, PAR PHILIPPE ROBRIEUX



26
A LIRE CET HIVER, PAR CLAUDE MANCERON

SPECTACLES

27
DISQUES : BREL MATRAQUÉ, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

en souhaitant recevoir en cadeau (pour un abonnement d'un an)



▶ soit le livre de Claude Estier ☐



▶ soit le livre de Pierre Mauroy ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

EXCLUSIF: LES PROMESSES DE LA DROITE CHIFFREES

Pour 1978, et sans tenir compte du déficit déjà prévu, il faudrait trouver 58 milliards de francs pour que les promesses de la droite deviennent réalité

"Un remède pire que le mal." C'est Jean-Pierre Fourcade qui vient de formuler, à propos des mesures économiques présentées au mois de novembre par François Mitterrand, ce jugement péremptoire. A vrai dire, la médiocrité des analyses que l'ancien ministre de l'Economie et des Finances a fournies dans un passé récent, ses valses hésitations, son incapacité à modifier l'état de notre économie, même de son point de vue, auraient dû l'inciter à plus de modération. Certes, Fourcade n'était pas seul. Il avait un Premier ministre, Jacques Chirac, et un président de la République. Certes, la crise venait de surprendre les économies occidentales et rares étaient les observateurs qui l'avaient prévue. Mais enfin !

Seule la gauche, en élaborant en 1972 le Programme commun, s'était donné les armes nécessaires, non pas pour soigner le système d'une de ses maladies chroniques, pour restaurer un état de fait ancien, mais pour changer, radicalement, les règles du jeu actuel.

Face à la crise, la droite s'est donc trouvée en situation délicate. Car deux issues seulement sont possibles. Ou restaurer les taux de profit à un point tel que la mécanique capitaliste puisse fonctionner avec une expansion suffisante pour rétablir les équilibres antérieures — en particulier sur l'emploi — ou définir une nouvelle rationalité, de nouveaux rapports sociaux.

Cette dernière solution ne pouvait pas — faut-il l'écrire ? — être choisie par la droite. Restait donc la première. Mais comment dire aux Français que l'important n'était pas leur vie, mais les profits patronaux ? Comment être élu, ou plus simplement conserver le pouvoir en affichant de telles intentions : réduire la consommation des ménages, modifier le partage salaires-profits, laisser l'inflation « manger » les avantages salariaux obtenus, conserver une fiscalité injuste, aider, plus que par le passé, le patronat par des subventions, tout jouer sur l'exportation en choisissant les créneaux que les multinationales étrangères veulent bien nous laisser, favoriser les investissements français à l'étranger ? Car c'est ainsi que l'on peut résumer, à grands traits, le « programme de la droite ».

Ce discours étant impossible à tenir, que reste-t-il ? Le recours aux promesses (demain cela ira mieux), l'analyse évitant de porter trop de responsabilités (c'est la faute des autres, du pétrole. du café...). Si Chirac refuse un « programme qui soit commun à la majorité », ce n'est pas à cause de la diversité de cette majorité, mais parce qu'il sait qu'un vrai programme ne peut pas être élaboré, ne peut pas être publié, et qu'un faux programme, du type de celui de Provins (écrit en quelques jours avant les législatives de 1973), n'a comme but que de le ligoter. De plus, qui se souvient du programme de Provins ? Ce dernier est pourtant plus récent que le Programme commun. Ceux qui l'ont écrit n'ont pas quitté le pouvoir. Or, à l'exception d'une « coquille » qui le rendit célèbre — 2 000 crèches au lieu de 200 —, rares sont ceux qui sont encore capables de citer un de ses objectifs.

Pourtant, se taire est, pour les membres de la majorité, impossible. Les Français vivent trop mal, ont trop d'inquiétude sur l'avenir pour ne pas s'interroger. Et, au fur et à mesure que l'électorat potentiel des partis aujourd'hui au pouvoir se rétrécit, ces derniers, pour tenter de demeurer majoritaires, sont contraints de multiplier les promesses tous azimuts. On est loin de la superbe d'un de Gaulle déclarant : « L'intendance suivra ! »...

Depuis l'élection présidentielle de 1974 on a donc promis aux Français tout et n'importe quoi. Tout d'abord, que la situation allait s'améliorer. Que l'inflation allait baisser, le chômage se réduire, la croissance économique reprendre, la fiscalité être plus juste. Puis, passant du général au particulier, afin de solidifier un électorat hésitant, de grapiller, ici ou là quelques voix, est venu le temps de la multiplication des promesses. Elles ont été faites à tous : les vieux, les familles, les jeunes, les smicards, les rapatriés, les handicapés. A tous « on » a promis un petit quelque chose. Et, au total, on a promis beaucoup...

Le Parti socialiste a donc entrepris de chiffrer les promesses de la droite. D'évaluer, au cas où elles seraient appliquées, leur coût,

→

La droite compte sur le milliard du grand patronat.
Le parti socialiste compte sur vous.



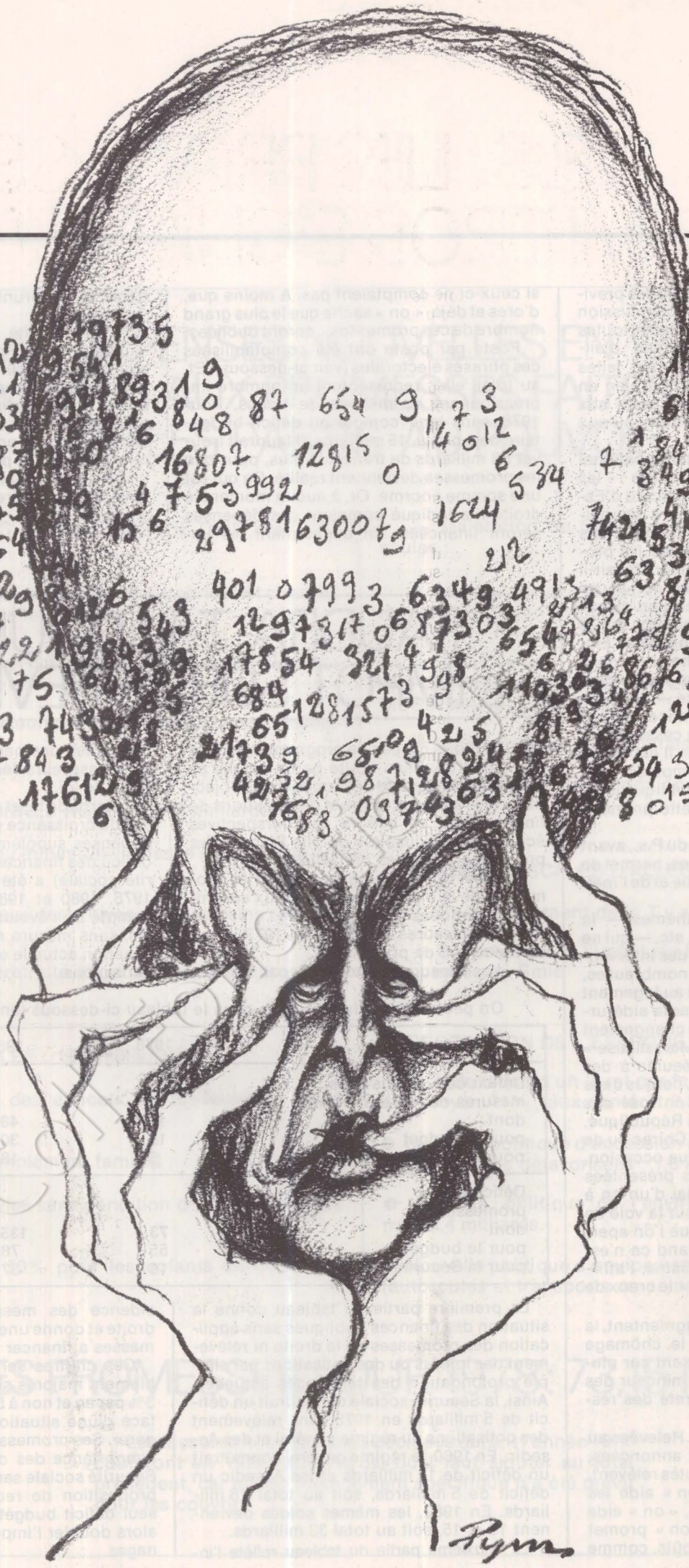
SOUSCRIVEZ AU FONDS DE SOUTIEN "POUR LA VICTOIRE DES SOCIALISTES"

NOM _____ PRENOMS _____

ADRESSE _____

DECLARE SOUSCRIRE POUR LA SOMME DE _____

CHEQUE BANCAIRE. POSTAL. MANDAT CARTE. MANDAT LETTRE. au nom de CHARLES EMILE LOO C.C.P. 33 745 51 F LA SOURCE 7ᵉᵐᵉ PLACE DU PALAIS-BOURBON 75007 PARIS.



EXCLUSIF: LES PROMESSES DE LA DROITE CHIFFRÉES

qui n'a pas été pris en compte dans les prévisions gouvernementales. La commission économique du P.s. a donc collecté toutes les promesses faites. Toutes est, d'ailleurs, un bien grand mot. Il y en a tant, faites au hasard d'un discours, qu'il doit bien en manquer quelques-unes : celles faites aux chasseurs de grenouilles en retraite ou aux marchands de mouron.

C'est ce travail que le secrétariat national à la Formation va publier sous le titre : « les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac », et qui sera disponible dès la semaine prochaine (7 francs). Mais il ne suffisait pas de comptabiliser les promesses et d'établir leur coût. Encore fallait-il montrer quelle crédibilité accorder à ces promesses. Gérard Delfau, dans un avant-propos, rappelle que « depuis bientôt quatre ans que Valéry Giscard d'Estaing est à l'Elysée, le verbe tient lieu de méthode de gouvernement. Les mots masquent mal la plus classique — et la moins efficace — des politiques d'austérité. L'imprévoyance est érigée en système. Le présent n'a cessé de démentir promesses et prévisions. Il est temps que la France demande des comptes à ceux qui la dirigent ; que l'opinion publique juge, pièces en main, le bilan de cette première moitié du septennat ».

Et le travail des économistes du P.s., avant même le chiffrage des promesses, permet de prendre la mesure de l'hypocrisie et de l'inefficacité de la « majorité ».

Qu'il s'agisse des grands thèmes — la croissance, l'emploi, l'inflation, etc. — qui ne sont que les grands échecs, ou des interventions manquées, et elles sont nombreuses, de l'aménagement du territoire au logement et à l'urbanisme, en passant par la sidérurgie, le constat est accablant. Le changement promis, à part l'insolite — « la Marseillaise » ralentie, par exemple —, se résume à des travaux de commission enfouis, perdus dans des tiroirs. Le catalogue tout en rose des déclarations du président de la République, de Raymond Barre, de Jacques Chirac ou de Fourcade est étonnant. A chaque occasion, on annonce que « les mesures présentées doivent permettre dans un délai d'un an à replacer l'économie française sur la voie de la croissance équilibrée » ou que l'on aperçoit « la sortie du tunnel », quand ce n'est pas, avec un brin de triomphalisme, l'affirmation faite au bon peuple que « le creux de la vague est derrière nous ».

Pendant ce temps, les prix augmentent, la production chute ou stagne, le chômage croît. Il faut lire ce constat portant sur plusieurs années pour mesurer la minceur des résultats... et l'incroyable légèreté des responsables gouvernementaux.

Apres le bilan, les promesses. Relevées au fur et à mesure qu'elles furent annoncées, elles sont multiples. Presque toutes relèvent, d'ailleurs, de l'assistance : « on » aide les familles, « on » aide les jeunes, « on » aide les mères de famille. Enfin, « on » promet d'aider... Sans ce soucier des coûts, comme si ceux-ci ne comptaient pas. A moins que, d'ores et déjà, « on » sache que le plus grand nombre de ces promesses... seront oubliées.

Poste par poste ont été comptabilisées ces phrases électorales (voir ci-dessous). Et, au total, elles représentent un nombre impressionnant de millions de francs. Pour 1978, sans tenir compte du déficit budgétaire déjà prévu, 15 milliards, il faudrait trouver 58 milliards de francs de plus, pour que les promesses deviennent réalité. Ce qui est une somme énorme. Or, à aucun moment la droite n'a indiqué comment ces dépenses seront financées. En augmentant les impôts ? En empruntant à l'étranger ? Par l'inflation ?

Ainsi, la droite, qui tente de calculer les « méfaits » du Programme commun, oubliant qu'un calcul budgétaire a une logique, est prise à son propre piège : car, si à gauche on sait comment financer les propositions — et le P.s. a affirmé avec force qu'il ne promettait que ce qu'il pouvait tenir —, à droite on ne s'embarrasse pas de telles contingences. Il faut lire ces « Comptes fantastiques », les faire lire. Pour faire tomber les dernières illusions.

GUY PERRIMOND

FAUDRA-T-IL DOUBLER L'IMPOT SUR LE REVENU ?...

La droite n'a pas de programme en tant que tel. Sans doute parce qu'elle se sent incapable de proposer des objectifs précis à moyen terme et des solutions de financement, en dehors des perspectives économiques illusoires du VIIe Plan ou des prévisions annuelles officielles.

On s'est donc efforcé de chiffrer les promesses de la droite à partir de deux ensembles de données connues :

— Les mesures adoptées en 1977 et qui continueront de porter effet ;

— Les mesures annoncées par les responsables des partis de droite, en prenant pour base leurs déclarations et leur propositions de loi.

A partir de là, et sur la base des perspectives de croissance officielles, le montant des dépenses supplémentaires à financer et le déficit des finances publiques (Etat et Sécurité sociale) a été évalué pour les années 1978, 1980 et 1982. Ces chiffres tiennent compte de l'évolution prévisible des recettes, sans mesure nouvelle par rapport à la situation actuelle en matière d'impôts ou de cotisations.

On peut résumer les résultats dans le tableau ci-dessous (en milliards de francs).

	1978	1980	1982
Déficit déjà acquis sans mesures de redressement,			
dont	**15**	**48**	**63**
pour le budget	10	30	30
pour la Sécurité sociale	5	18	33
Déficit après promesses,			
dont	**73**	**135**	**153**
pour le budget	55	78	87
pour la Sécurité sociale	18	57	66

La première partie du tableau donne la situation des finances publiques sans application des promesses de la droite ni relèvement des impôts ou des cotisations par simple prolongation des tendances actuelles. Ainsi, la Sécurité sociale connaîtrait un déficit de 5 milliards en 1978 sans relèvement des cotisations du régime général et des Assedic. En 1980, le régime général connaîtrait un déficit de 13 milliards et les Assedic un déficit de 5 milliards, soit au total 18 milliards. En 1982, les mêmes soldes deviennent 18 et 15, soit au total 33 milliards.

La deuxième partie du tableau reflète l'incidence des mesures envisagées par la droite et donne une idée de l'importance des masses à financer tous les deux ans.

Ces chiffres seraient encore considérablement majorés si la croissance se situe à 3% par an et non à 5%. La droite se trouve en face d'une situation qu'elle ne pourra pas gérer. Ses promesses aboutissent à doubler l'importance des déficits de l'Etat et de la Sécurité sociale sans mettre en face aucune proposition de recettes. Pour combler le seul déficit budgétaire en 1980, il faudrait alors doubler l'impôt sur le revenu des ménages.

LES DEPENSES NOUVELLES EN 1978 LIEES AUX PROMESSES FAITES PAR LES PARTIS AU POUVOIR

● POUR LES JEUNES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : 3,8 milliards.

— Cotisations des jeunes dans les entreprises et chez les artisans (jusqu'au 31 juillet 1978) ;

— Créations de vingt mille emplois dans la fonction publique ;

— 90% du Smic aux jeunes en formation professionnelle.

● POUR LES PERSONNES AGEES : 3,65 milliards.

— Revalorisation du minimum vieillesse (12 000 F au 1er octobre 1978) ;

— Mesures en faveur des veuves et de certains retraités (avant loi Boulin) ;

— Accords de préretraite et garantie de ressources.

● POUR LES FAMILLES : 16,5 milliards.

— Revalorisation des allocations familiales en deux temps ;

— Création du complément familial ;

— Allocations servies sans condition de ressources dès le premier enfant ;

— Majoration de 50% pour les enfants de moins de 3 ans ;

— Majoration de 50% par enfant pour les personnes seules ;

— Mise en service et fonctionnement de 150 000 places de crèches par an jusqu'en 1980.

● POUR LES RAPATRIES ET LES FRANÇAIS D'ORIGINE MUSULMANE : 3,5 milliards.

— Indemnisation des rapatriés ;

— Amélioration des conditions de vie dans les cités de transit.

● MESURES FISCALES D'ALLEGEMENT : 12 milliards.

— Remboursement de la T.v.a. aux communes ;

— Suppression de l'impôt sur le revenu pour les personnes payées au Smic.

● PROTECTION DE L'EPARGNE : 8 milliards.

— Indexation d'un livret par famille par an (taux d'inflation moyen 11%, taux d'intérêt 2,5%).

● Nouvelle politique d'accession à la propriété pour les familles les plus défavorisées : 1,8 milliard.

● Nouvelle politique de l'environnement et du tourisme : 8,4 milliards.

● Nouvelle politique d'équipement par an pendant cinq ans (autoroutes et transports en commun) : 15,5 milliards.

COÛT DES PROMESSES POUR 1978 : 73,15 MILLIARDS

Les mesures nouvelles déjà décidées durant l'année 1977 coûteront en 1978 12 milliards, qu'il faut ajouter au total précédent, car aucun financement spécifique n'a été prévu pour les couvrir.

P.S.: UN BILAN IMPRESSIONNANT

« Depuis un an le P.s. a beaucoup travaillé . »Le bilan du travail effectué en 1977 est en effet impressionnant.

Mardi à 13 heures, le journal de T.f. 1, réalisé du 7 bis, place du Palais-Bourbon, a permis à des millions de télespectateurs de voir « en direct » le Parti socialiste. Ouvrant son dialogue avec François Mitterrand, Yves Mourousi lui a demandé ce qui avait changé au P.s. depuis un an, date de la dernière émission du même type. Réponse du premier secrétaire : « Depuis un an, le Parti socialiste a beaucoup travaillé. »

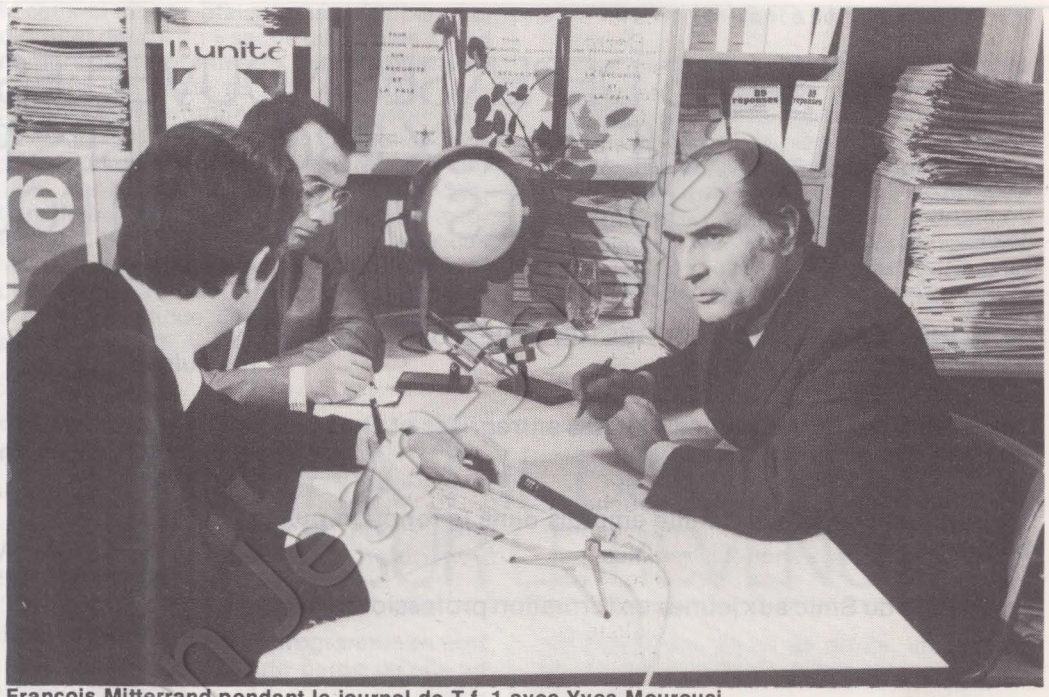
Si la période de fin d'année est propice aux bilans, celui du travail effectué par le P.s. au cours de 1977 est, en effet, impressionnant. Il est le seul parti, a souligné François Mitterrand, « qui travaille sur le fond, sur le projet, sur la société française pour la transformer, qui ne se laisse pas égarer par la perspective des élections, qui éclaire son combat électoral par des vues à moyen et à long terme ».

Les groupes de travail du Parti sont aujourd'hui au nombre de cent trente-cinq, auxquels s'ajoutent divers organismes d'action et de réflexion, comme le Conseil de développement culturel et scientifique, le Comité d'étude sur les problèmes nucléaires et également le Comité des experts, composé d'une soixantaine de personnes. Toutes ces structures de travail se trouveront d'ailleurs rassemblées le 14 janvier avec les instances dirigeantes du Parti, au cours d'une grande réunion ouverte à la presse, qui permettra de rassembler un certain nombre de projets, comme ceux issus des colloques sur la restructuration industrielle, sur la ville, sur les relations entre science et pouvoir, ou comme le plan de redressement économique et financier récemment présenté aux journalistes spécialistes, ou comme le plan socialiste pour l'éducation qui a fait l'objet, la semaine dernière, d'une conférence de presse à Créteil (voir l'article de Louis Mexandeau page 15). Elle permettra aussi de présenter d'autres documents encore inédits, tel le projet écologique du P.s. ou celui concernant les problèmes de l'audio-visuel.

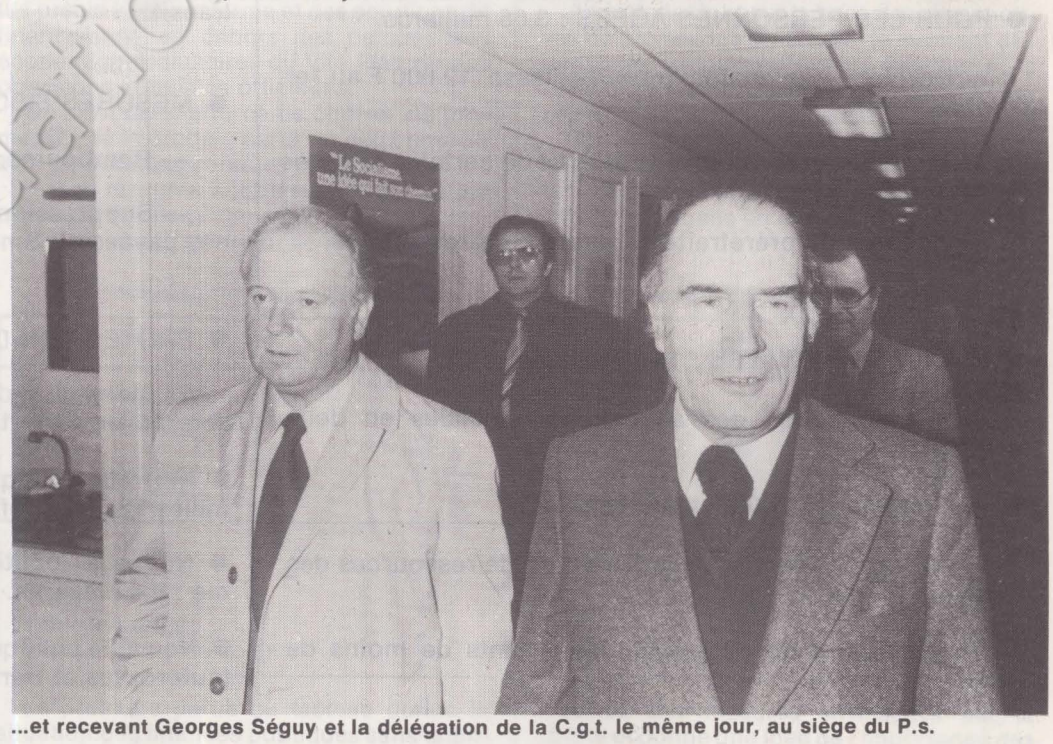
Cette journée du 14 janvier suivra d'une semaine la convention nationale sur la défense, qui n'a pu se tenir le week-end dernier et précédera de vingt-quatre heures une autre convention, consacrée aux droits des femmes.

A la même date aura été publié un ouvrage comportant le texte du Programme commun, assorti, sur chaque chapitre, des propositions faites par le Parti socialiste pour son actualisation. Pour qu'il soit bien clair que le P.s. est engagé par ces propositions, plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs été déposées dès cette semaine à l'Assemblée nationale sous la signature de députés socialistes, notamment sur le relèvement du Smic, la fixation de la retraite à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes, la cinquième semaine de congés payés, l'augmentation des allocations familiales, la création d'emplois dans certains services publics, etc. C'est donc, au total, avec un solide ensemble de projets touchant à toutes les grandes questions qui peuvent concerner les Français que le Parti socialiste se présentera devant l'opinion pour lui demander son soutien dans la prochaine bataille des élections législatives.

Mais, affirmant ainsi sa vocation à gouverner la France, il ne se contentera pas de présenter les éléments de sa propre politique, qui seront résumés dans une plate-forme pour les élections. Il entend aussi démontrer le caractère néfaste et mensonger de celle menée par le pouvoir actuel. C'est dans cet esprit qu'il publie un document — dont « l'Unité » donne aujourd'hui la pri-



François Mitterrand pendant le journal de T.f. 1 avec Yves Mourousi.



...et recevant Georges Séguy et la délégation de la C.g.t. le même jour, au siège du P.s.

meur page 4 — intitulé « les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac » et dans lequel sont rassemblées, citations et dates à l'appui, la totalité des promesses faites depuis 1974 par le président de la République et les deux Premiers ministres, chiffrées par le P.s.. Ce qui, par le niveau démesuré de la dépense publique qu'entraîneraient ces promesses, montre le fossé qui sépare l'engagement gouvernemental de la réalité.

Dernière initiative annoncée dimanche par François Mitterrand : dans la semaine du 9 au 14 janvier, les municipalités des quatre-vingt-une villes de plus de trente mille habitants dirigées par des socialistes seront invitées à tenir leur conseil municipal en séance publique, pour rendre compte devant la population du bilan de l'action accomplie par les élus d'Union de la gauche de ces villes. Bilan dont on a déjà pu mesurer l'importance dans l'enquête détaillée publiée par « l'Unité » du 14 octobre au 4 novembre et qui témoigne de la capacité de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier à promouvoir les changements attendus par les Français.

Si l'on ajoute à cela la campagne de communication que le P.s. va lancer dès le début janvier, les milliers de meetings prévus à travers la France — plus de cent pour François Mitterrand lui-même —, nul ne peut douter de la vitalité du Parti socialiste et de sa volonté d'être l'artisan le plus efficace du combat contre la droite au pouvoir. Loin du tapage dans lequel d'autres se complaisent, mais au grand jour pour que chacun sache à quoi s'en tenir, il se bat pour que demain la gauche l'emporte.

ANTOINE VIOLET

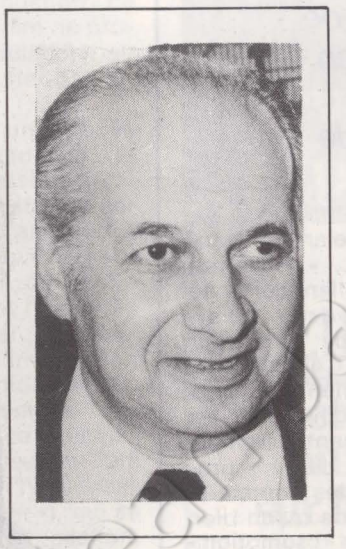


l'éditorial de Claude Estier

« Le Figaro », devenu le journal électoral de Robert Hersant et le principal organe quotidien de combat contre le Parti socialiste, s'inquiète : « Les contradictions de la gauche, titrait-il mercredi, ne profitent pas à la majorité. » Les sondages, en effet, s'obstinent depuis des semaines à donner la gauche majoritaire alors que l'ensemble des partis au pouvoir ne décollent pas du niveau de 47 %. Et, s'il en est ainsi, c'est bien parce que le Parti socialiste, bien qu'attaqué de toute part — et de quelle manière ! —, conserve intégralement le terrain qu'il a conquis précédemment, le dernier baromètre Sofres indiquant même qu'il a regagné un point par rapport au mois précédent et que le pourcentage d'opinions favorables dont il bénéficie est également en progression.

Ces indications, confirmées d'ailleurs par la plupart des élections partielles de dimanche dernier, qui marquent un recul général des partis de droite, apportent une nouvelle preuve que les positions du Parti socialiste sont bien comprises dans l'opinion, quoique tout soit fait, dans la presse, à la radio, à la télévision, pour les présenter de façon déformée et mensongère.

Il est frappant, en effet, de constater que le P.s. est, plus que jamais, la cible de toutes les autres



formations politiques. Au concert général, une voix silencieuse depuis plusieurs mois vient de se joindre, celle de Michel Poniatowski — qui, à son tour, décoche au Parti socialiste ses flèches les plus dures. Ce qui se traduit aussitôt dans « l'Humanité » par ce titre tout simplement grotesque : « Poniatowski, comme son maître, lorgne vers le P.s. »

Que les partis au pouvoir redoublent leurs coups — y compris les plus déloyaux — contre les socialistes, il n'y a pas à s'en étonner. Je dirai même que c'est bon signe. Poniatowski, comme Chirac, est bien convaincu que le P.s. n'a pas tourné à droite. Que le Parti communiste gravisse chaque jour un nouveau degré dans l'escalade, qu'il en arrive désormais à l'insulte personnelle contre François Mitterrand, nous ne pouvons, hélas ! que le déplorer une fois de plus en lui laissant la responsabilité d'une attitude qui ne contribuera certainement pas à l'amélioration de l'image du P.c.f. et de ses dirigeants.

C'est d'autant plus vrai que lorsqu'on abandonne le procès pour en revenir aux problèmes concrets qui n'ont pu trouver de solution lors des réunions au sommet du mois de septembre, comme cela a été le cas au cours de la longue rencontre de mardi entre le P.s. et la C.g.t., on s'aperçoit de nouveau — et le compte rendu de cette rencontre en ferait aisément foi — qu'aucune des divergences qui subsistent : que ce soit le nombre des nationalisations, le taux du relèvement du Smic, l'impôt sur le capital des sociétés, les droits des travailleurs, n'est insurmontable pour peu qu'on veuille bien approfondir la discussion. Devant François Mitterrand, Georges Séguy a admis que « le dialogue est toujours utile ». Il est dommage que Georges Marchais ait adopté désormais un ton qui est plus proche de l'invective que du dialogue.

Il n'est pas trop tard — il ne sera jamais trop tard — pour y revenir. C'est bien cela qu'attendent les travailleurs, qu'espère cette majorité de Françaises et de Français qui, envers et contre tout, continue de faire confiance à la gauche. Répétons-le sans nous lasser : le Parti socialiste y est prêt à tout moment.

POLYNESIE : LE PARADIS DES ASSISTES

Les élus polynésiens de droite n'ont jamais rien eu d'autre à proposer que d'augmenter l'aide de la métropole



« Enchanteresses, ensorcelantes, heureuses, hors du temps... » : on peut lire tout cela dans le dépliant qui vante au touriste français le charme des îles polynésiennes. Dix-sept jours de rêve pour 120 000 F, une trouvaille du Commissariat à la promotion des départements et territoires d'outre-mer. Car, effectivement, les cent trente îles qui constituent l'archipel polynésien ont bien besoin d'être « promues ». Et les autorités locales comme le gouvernement français ont une façon bien particulière de s'occuper de la « promotion » de ce territoire.

Il s'agit avant tout de conforter le train de vie de l'élite économique : hauts fonctionnaires, professions libérales, patrons du commerce et de l'industrie, soit 6 à 7 % de la population, en majorité des expatriés. La Polynésie, pour ces gens-là, c'est une colonie où ils sont installés pour faire de l'argent, beaucoup et vite.

Comment ? En important des biens de consommation ou en spéculant sur les terrains ; on ne va pas s'amuser à investir dans des secteurs prétendument productifs où la population trouverait son compte de nourriture, d'emplois, de richesse, ce qui risquerait de faire changer de mains le pouvoir. Le plus sûr moyen de consolider la situation des privilégiés, c'est encore d'importer la richesse qui se trouve ailleurs et de la plaquer artificiellement sur la réalité locale.

C'est ainsi qu'en 1963 l'implantation du Centre d'expérimentation du Pacifique (C.e.a.-C.e.p.) a provoqué l'arrivée de dix mille métropolitains, dont les hauts revenus et les habitudes de consommation ont fait tripler le produit intérieur brut de l'archipel en dix ans. Seulement, cet accroissement spectaculaire provient pour les trois quarts des droits à l'importation et des droits de douane. Dans le même temps, la part de l'agriculture dans la production passait de 25 à 3,7 %, alors que la valeur des importations alimentaires sextuplait !

Autre secteur intéressant par ses effets induits sur le commerce, les services et la propriété foncière : le tourisme, clef de toutes les prospérités au dire des autorités. Le VIe Plan a donc inscrit au programme la venue de deux cent quarante mille touristes : avec les quatre-vingt-douze mille entrées enregistrées en 1976, on est loin du compte. La Caisse centrale de coopération économique y a investi plus d'un milliard de francs C.f.p. (1). Or, le taux de remplissage des hôtels est d'à peine 53 % : le prix élevé du transport et les fluctuations du dollar font que la clientèle, en majorité américaine, préfère Hawaii ou les îles Fidji beaucoup moins chères.

On pourrait multiplier les exemples de l'« intérêt » que portent au pays les notables polynésiens et le gouvernement français : le luxueux hôpital de Mamao, la piscine évidemment olympique, l'autoroute avec échangeurs... Mais pour quels malades, pour quelle jeunesse, pour quels voyageurs ? Et où trouve-t-on l'argent pour construire et faire fonctionner tous ces beaux gadgets ? Aucun problème : la classe politique locale a l'habitude d'aller réclamer à Paris le financement de la « croissance ».

La contribution de l'Etat au budget territorial n'a cessé de croître, ce qui encourage les autorités à augmenter les dépenses, et singulièrement les dépenses de personnel (le taux de prise en charge des traitements de fonctionnaires par l'Etat est passé de 40 à 60 %). Les déficits de plus en plus lourds conduisent soit à de nouveaux transferts de charges du budget du territoire à celui de l'Etat, soit à augmenter le niveau de l'endettement, déjà très préoccupant.

Les élus polynésiens de droite n'ont jamais rien eu d'autre à proposer que d'augmenter l'aide de la métropole : on ne voit pas pourquoi ils feraient preuve d'imagination, puisque cette aide ne leur est jamais refusée. Gaston Flosse, président de l'Assemblée territoriale, pouvait dire à son retour de Paris, en juillet 1976 : « Cette mission a rapporté 650 millions de F C.f.p. (1) au territoire. » Ce qu'il ne disait pas, c'est que l'aide du Pouvoir n'est jamais gratuite : le silence sur les cas de leucémie observés à Mururoa, ça se monnaye. La Polynésie peut, en effet, apparaître comme un pays favorisé : que le produit intérieur brut ait augmenté de 406 % en dix ans, c'est vrai. Mais au prix de transformations qui ont profondément affecté les équilibres existant au sein de la Société. Les investissements du secteur public ont profité essentiellement aux Européens, aux « demis » (2) et aux commerçants chinois installés à Papeete.

Mais les Polynésiens ? Ils quittent leur île, ils quittent l'agriculture, attirés par les hauts salaires de Tahiti. La majorité d'entre eux ne trouve pas de travail, l'accroissement démographique est tel qu'il faudrait créer mille cinq cents emplois nouveaux par an. Alors, ils s'entassent dans les bidonvilles de la banlieue de Papeete. Ceux qui sont restés sur leur terre essaient de subsister, grâce à la pêche et au coprah. Ceux qui ont eu la chance d'être embauchés au Smig se débrouillent avec 15 000 F C.f.p. (1) par mois, alors que n'importe quel fonctionnaire, titulaire du certificat d'études, débute à 52 000 F.

Ce sont pourtant les Polynésiens qui fournissent au territoire les quatre cinquièmes de ses recettes fiscales. En effet, il n'y a pas d'impôt sur le revenu ! Oui, vous avez bien lu, le système fiscal repose exclusivement sur l'impôt indirect. Ce qui fait dire à un haut fonctionnaire dont on appréciera le ton mesuré et la hardiesse du propos : « La mise en application d'un I.r.p.p. (3) pourrait, dans une certaine mesure, contribuer à diminuer les inégalités sociales. »

Naturellement, les Polynésiens cherchent

tous à entrer dans l'administration. Le seul moyen d'y arriver, c'est l'école, nos ancêtres les Gaulois, l'analyse logique, le français sans peine et sans contrainte. Quand on sait que 10 % des élèves de l'enseignement public arrivent jusqu'au baccalauréat, on comprend qu'explose l'indignation des natifs de l'île :

« Que diriez-vous, popa'a (4), si les lois et les règlements étaient rédigés entièrement en tahitien ? Si vous étiez obligés d'avoir toujours recours à un interprète pour obtenir justice devant un tribunal et même pour parler à un avocat d'un problème de terre ? Si l'enseignement de vos enfants était fait dans une langue que vous ne compreniez pas ? C'est exactement le genre de difficulté auxquelles nous, Polynésiens, nous heurtons quotidiennement dans notre propre pays. Ce qui explique pourquoi nous avons du mal à nous hisser au niveau des popa'a, à obtenir des situations et des salaires comparables à ceux des popa'a, et pourquoi nos enfants n'obtiennent pas à l'école des notes comparables à celles des enfants popa'a. »

En définitive, la croissance de la Polynésie repose essentiellement sur l'aide extérieure. Celle-ci est étroitement liée au déficit commercial : le territoire a, en effet, intérêt à accroître ses importations pour augmenter ses ressources fiscales. Les importations sont génératrices d'inflation — d'où une hausse des prix impossible à maîtriser, sinon en l'inscrivant sur le budget au chapitre des dépenses, dépenses qu'on cherchera à faire prendre en charge par l'extérieur, que ce soit la France ou le Japon. La boucle est bouclée : la simplicité du circuit n'a pas échappé au Conseil économique et social, qui constate sans fioritures inutiles : « La croissance qu'a connue la Polynésie est entièrement factice (...). Cette introduction de moyens financiers dans le territoire ne profite pas à l'ensemble de la population : au contraire, elle a tendance à susciter de profondes inégalités. »



Ces déséquilibres ont créé un malaise dont la population a longtemps cru qu'il disparaîtrait avec un changement du statut politique. Aussi le débat s'est-il cristallisé sur des formules aussi ambiguës qu'autonomie interne ou indépendance. Lorsque le gouvernement proposa en 1975 de créer une nouvelle assemblée locale, dont l'essentiel des pouvoirs serait détenu par un haut-commissaire nommé par l'Etat, l'indignation fut telle que la majorité de l'opinion se rallia au camp autonomiste, y compris des conseillers U.d.r. ou R.i. C'est à ce moment-là qu'apparut sur la scène politique le Parti socialiste polynésien (la Mana Te Nunaa : « que le peuple prenne le pouvoir »), qui se prononce pour l'autonomie de gestion, l'abandon du projet gouvernemental, et le maintien de la Polynésie dans la République française.

Le secrétariat d'Etat aux Dom-Tom, mis en demeure par le Front uni pour l'autonomie d'abandonner ses prétentions, a fait renouveler l'Assemblée territoriale juste avant d'octroyer en juin dernier un nouveau statut dont les ambiguïtés ne sont pas toutes levées. Le gouvernement espère ainsi profiter de l'apaisement relatif des esprits pour faire élire en mars 1978 des députés « qui, à la différence de Francis Sanford à Papeete ou de Roch Pidjot à Nouméa, soutiendront sa politique », explique Alain Vivien, délégué national du P.S.

Le la Mana Te Nunaa sait parfaitement que le problème n'est pas simplement une question de statut. « Le vrai combat, déclare son secrétaire général Philippe Drollet, passe par la mise en cause fondamentale du modèle de développement de notre territoire. » Dans un document intitulé « Demain une perspective socialiste pour la Polynésie », imprimé en français et en tahitien, les options sont claires : création d'un impôt sur le revenu et d'un impôt foncier, institution d'un statut du fermage, priorité accordée au développement des secteurs productifs (agriculture, pêche, industrie alimentaire, exploitation de l'océan), maîtrise de la croissance démographique, institution du bilinguisme officiel (français-tahitien), qui mette en question tout le système scolaire.

La situation actuelle est donc fragile. La droite ne pourra pas indéfiniment camoufler les privilèges. La population se reconnaît de moins en moins dans les partis politiques traditionnels. A défaut de victoire de la gauche en 1978, il est à craindre que la révolte polynésienne ne prenne corps dans la rue...

VERONIQUE NEIERTZ

(1) 100 F C.f.p. = 5,50 F.
(2) Métis.
(3) Impôt sur le revenu des personnes physiques.
(4) Popa'a = étranger.

Un événement politique

Jean Elleinstein

Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun

« Un nouveau livre qui va faire grand bruit et susciter force questions. Il y a dans ces deux cents pages qui se lisent d'un trait, de quoi voir s'étouffer d'indignation Souslov, Ponomarev et Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, de quoi faire se retourner dans leurs tombes Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Cachin et tous les communistes "historiques" »

Alain Duhamel / Le Monde.



Collection Lettre ouverte

AM

O.P.A. GISCARDIENNE SUR LYON





Tous à Lyon : Raymond Barre, Lionel Stoleru.



Simone Veil et Nicole Pasquier.



Christian Beullac.



Michel d'Ornano.

Marseille et Paris leur échappant, les giscardiens aimeraient bien une grande ville pour fief. Ils lancent donc une O.p.a. sur Lyon, avec la complicité des héritiers des soyeux

Quand un ministre est absent de Paris, où peut-on le trouver ? A Lyon, où depuis le mois de septembre, se sont succédé René Monory (Industrie et Commerce), Christiane Scrivener (Consommation), Paul Dijoud (Aménagement du territoire), Michel d'Ornano (Culture et Environnement), Christian Beullac (Travail), Simone Veil (Santé), Pierre Méhaignerie (Agriculture), Lionel Stoleru (Travail), Jacques Barrot (Logement). Sans oublier les têtes d'affiche : Giscard dans son grand show vieillards. Et Raymond Barre, évidemment, déjà parti dans sa tournée des popotes. Une défection remarquée : celle de Jacques Chirac, qui a abandonné l'idée de « faire » la rue de la République sous les lampions lyonnais du 8 décembre : la grande rue du centre-ville, tout illuminée par les bougies brûlant à la gloire de l'Immaculée Conception, pour avoir, en des temps lointains, sauvé la population de la peste, a fait reculer le patron du R.p.r. Qui a dû marquer, par la même occasion, son recul face à l'O.p.a. giscardienne lancée sur la deuxième (ou la troisième, le débat reste ouvert) ville de France.

Car le rush sur l'hôtel de ville de l'avenue de Saxe est important, plus qu'important, pour un gouvernement privé de la direction des grandes villes. Le R.p.r. a Paris ; les socialistes, Marseille. Lyon, de vieille tradition « apolitique », est la plate-forme à enlever. Voilà pourquoi l'on envoie bataillons de ministres et de secrétaires d'Etat expliquer au pas de charge combien Giscard est grand et comment son grand vizir est l'homme de la situation. A l'arrière-plan de cette opération, quelques inquiétudes : si la majorité perd aux prochaines élections, Lyon doit devenir le Q.g. parfait pour reprendre souffle et voir venir, en combattant à armes égales le maire de Paris.

Il faut reconnaître que le parachuté Barre ne s'est pas propulsé tout seul. Il s'en vante : « Il y a deux sortes de parachutés, explique-t-il. Ceux qui se parachutent d'eux-mêmes, et ceux qui ont accepté d'être parachutés par les personnalités qui comptent sur le terrain du parachutage, et qui ont fait part à l'intéressé de leur sentiment. » Barre, c'est vrai, a été appelé. Non par les Lyonnais, on s'en doute. Mais par une partie d'entre eux, qui compte effectivement : les patrons.

Le fait est assez rare pour être souligné : rompant avec une tradition d'isolationnisme aussi vieille que la ville — Poniatowski et d'autres avant lui en ont fait l'amère expérience —, le gratin financier lyonnais fait, pour la première fois, appel à un « étranger ». Les héritiers des soyeux n'arrivent plus aujourd'hui à tisser seuls leur toile.

Pourquoi ce renversement ? Parce que Lyon a changé. Le règne des entreprises familiales est terminé. Une mutation récente, aux alentours de 1965, a vu une restructuration dont le contrôle a échappé aux chefs de file traditionnels. L'heure n'est plus aux deux cents familles. Huit familles, huit grands groupes nationaux ou multinationaux, tiennent aujourd'hui le haut du pavé. Rhône-Poulec, Pechiney-Kuhlmann, la C.g.e., Creusot-Loire, Thomson-Brandt, B.s.n., Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, emploient à eux seuls cent dix-sept mille salariés dans la région : un salarié sur quatre, ici, dépend d'eux. Le pouvoir a changé de mains. Face à ces groupes, les P.m.e. demeurent, certes. Mais, happées de plein fouet par la crise, elles ne constituent plus qu'une base fragile pour le tissu industriel.

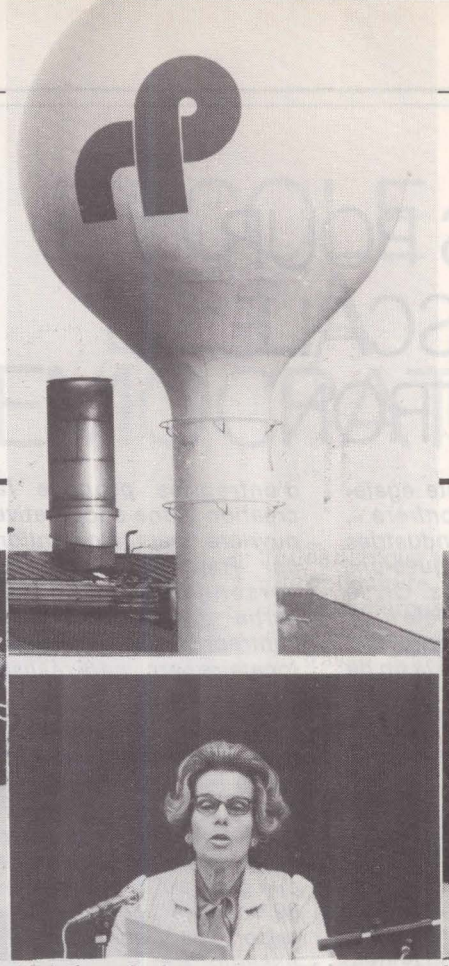
Le patronat local, perdu, se cherche un homme providentiel. Pendant longtemps, avant ces bouleversements structurels, Louis Pradel dit « Zizi », faute de mieux, jouait tant bien que mal ce rôle, tout en laissant les patrons se bercer de l'idée que Paris ne fourrait pas le nez dans leurs affaires. L'euphorie économique, aujourd'hui révolue, les avait d'ailleurs entretenus dans cette douce illusion. La montée des grands, la crise et la mort de « Zizi » ont ébranlé ce château de cartes. D'autant plus que le successeur de Pradel a déçu : Francisque Collomb n'est pas à la hauteur, et la vieille droite lyonnaise, qui l'avait soutenu lors de son élection, se détourne de ce sénateur-maire bafouillant encore quand il prend la parole en public. On se résigne donc, dans les milieux patronaux, a abandonner l'« apolitisme » pradélien. On accepte maintenant ce que des départements défavorisés comme la Corrèze pratiquent depuis longtemps : se trouver un « protecteur », et tendre la main. A tant faire, autant viser haut. Quant à se choisir un parrain... le Premier ministre, c'est encore plus sûr qu'un simple ministre.

De plus, Barre — à Lyon comme ailleurs — est apprécié comme un homme « pas trop marqué » politiquement par un parti. De même qu'il a les faveurs du C.n.p.f., le G.i.l. (Groupement interprofessionnel lyonnais), branche départementale du C.n.p.f., l'a adopté. Et, pour le soutenir, il ne lésine pas. « Le Journal Rhône-Alpes », quotidien régional créé lors des municipales et dirigé par Henri Amouroux, soutient cette candidature à longueur de colonnes. Et le G.i.l., pour que nul n'ignore les mérites de ce poulain, a pris lui-même des milliers d'abonnements de soutien au « Journal Rhône-Alpes », afin d'en inonder tous ceux qui n'auraient pas l'idée de l'acheter : universitaires, professions libérales, etc.

Est-ce suffisant pour éviter que Barre



René Monory,



Christiane Scrivener,



Valéry Giscard d'Estaing.

n'agace les Lyonnais ? Visiblement non. Son épouse a beau s'agiter pour installer son nouveau pied-à-terre dans les beaux quartiers lyonnais — elle ne manque pas de hanter les boutiques d'antiquités de la rue Auguste-Comte —, se faire photographier derrière les fourneaux d'un hospice de vieillards, le courant ne passe pas. Et Raymond Barre a beau écumer les quartiers de la ville, multiplier les visites aux associations diverses, en passant par l'évêché et le Chalet du Parc, haut lieu gastronomico-mondain niché dans les 100 hectares de verdure du Parc de la Tête-d'Or, il ne convainc pas. S'il plaît, il ne plaît qu'aux notables.

Le Lyonnais moyen reste méfiant, peu convaincu par les promesses électorales. En gros, irrité par le côté donneur de leçons du professeur Barre, il pense que la manne tombant de Paris après les élections... il n'en verra guère la couleur. Les plus réalistes — certains diront : les plus malveillants — trouvent que le premier économiste de France n'a pas fait d'étincelles à la tête du pays. Pourquoi en ferait-il à Lyon ? D'autres se rappellent aussi que, plusieurs fois déjà, on a regretté pour la ville l'absence d'une « locomotive » capable de défendre à Paris les intérêts de Lyon : en septembre 1975 encore, le grand accélérateur national à ions lourds, qui devait être installé à L'Isle-d'Abeau, leur a filé sous le nez. D'Ornano avait réussi à le détourner sur Caen.

Et puis, un relais parisien ne pourrait-il pas éviter, ou au moins faire diminuer, ces fermetures d'entreprises en cascades, ces licenciements à la pelle ? N'obtiendrait-il pas, au titre du développement régional, ces subventions que la Datar refuse aujourd'hui aux chefs d'entreprise du Rhône ?

On peut, en tout cas, y rêver. Car la situation n'est pas réjouissante. Loin de là. Cent soixante entreprises ont disparu dans le département depuis le début de l'année. Les P.m.e. les premières ont pris du plomb dans l'aile. Yvette Roudy, secrétaire nationale du P.s. et candidate dans la deuxième circonscription, brosse un tableau économique alarmant de son secteur : « Si l'on regarde simplement le quartier de Vaise et le long de la Saône, aux gorges du Loup, de trois cents à quatre cents petites entreprises, de commerce et d'artisanat, sont menacées de fermeture. »

Depuis dix ans, le nombre des usines disparues dans cette circonscription ne cesse de grandir. Et de citer pour mémoire Rivoire et Carret, Valentini, Lyon-Noir, Plastimer, Jumbo, sans oublier Tissmétal, Progil, Mécanoto.

La deuxième circonscription n'est pas un cas isolé. Elle ne fait que refléter une débâcle générale : quatre-vingt-douze mille demandeurs d'emploi recensés dans la région en septembre, soit 26 % d'augmentation en un an ; sept salaires d'embauche sur dix inférieurs à 2 000 F par mois. Sans oublier que « parmi les demandes d'emploi non satisfaites en septembre dernier, on recensait un énorme pourcentage de jeunes. 83 % de ces chômeurs ont moins de vingt-cinq ans », précise Lucien Villard, secrétaire de l'Union départementale C.f.d.t.

Des demandes qui risquent de rester insatisfaites : maintenant, même les grosses boîtes recourent aux licenciements. Dernier en date, Berliet-Saviem, leader du poids lourd et de l'emploi dans la région, a annoncé le 25 novembre dernier 1 878 licenciements. Qu'il faut inscrire dans un contexte de suppressions d'emplois systématiques depuis plusieurs années : mille deux cents postes en moins entre 1974 et 1976. Pour sa part, Rhône-Poulenc, deuxième géant de l'emploi dans le Rhône, a décidé de réduire les effectifs de son usine textile à Lyon-Vaise de deux mille à

Un petit livre vert pour Villeurbanne

« Vers 50 ans avant Jésus-Christ, de riches Romains chassés sans doute de Vienne, construisent à Cusset une maison de plaisance : c'est la « villa urbana », ou maison de ville qui deviendra Urbanum, ville urbaine et enfin Villeurbanne. » Les Villeurbannais n'ont pas fini de s'étonner ni de découvrir l'histoire de leur ville. Un petit livre vert vient en effet de sortir, publié par le groupe d'Action et d'Etudes villeurbannais. Son titre : « Villeurbanne, cité bimillénaire ». Son auteur : Charles Hernu, maire de cette ville depuis les dernières municipales.

Ce livre, indiscutablement, représente un événement : les livres d'Histoire sur Lyon sont légion, mais sur Villeurbanne, rien ou peu de chose. Les Lyonnais avaient pris l'habitude de considérer Villeurbanne comme une ville satellite de la capitale régionale, poussée au moment de l'ère industrielle.

En fait, Villeurbanne peut se prévaloir d'être plus ancienne que Lyon puisque Lugdunum ne fut fondée que sept ans plus tard, en 43 av. J.-C., par un ancien lieutenant de César, Muniatus Plancus, sur l'autre rive du Rhône.

Ce n'est pas depuis son arrivée à la mairie que Charles Hernu a écrit cette histoire de Villeurbanne. Compte tenu de son activité, de sa présence en tout point de la ville pour être à l'écoute de ses administrés, il n'en aurait pas eu le temps. C'est en 1946 qu'il l'a rédigée. A l'époque, jeune journaliste au quotidien rhodanien « Le Patriote » et chargé, entre autres, de la chronique villeurbannaise, il avait vite eu l'envie de fouiller les archives de la bibliothèque municipale dans le célèbre gratte-ciel pour en savoir davantage sur sa ville.

Son jeune frère, Roger Hernu, un Lyonnais attaché à l'histoire de sa région, a conservé le manuscrit. Constatant que l'histoire de Villeurbanne n'est pas d'avantage connue maintenant qu'à la Libération, Charles Hernu a accepté de laisser publier son ouvrage de jeunesse. Tout en regrettant son aspect un peu scolaire. Rares seront les Villeurbannais qui s'en plaindront.

LICENCIES POUR FRAUDE FISCALE... DU PATRON

Condamné en 1974, à 12 millions de F d'amende pour fraude fiscale, le P.-d.g. de Tubmétal avait fait éponger sa dette par les salariés

Tubmétal ferme ses portes. Cinquante-six salariés de cette entreprise d'injection thermoplastique située à Caluire, dans la banlieue lyonnaise, vont donc grossir les rangs des chômeurs. Un dépôt de bilan de plus ! En quoi cette situation mérite-t-elle un intérêt particulier au moment où l'usine Rhône-Poulenc Textile de Lyon-Vaise annonce la suppression de mille deux cents emplois, et quand Berliet-Saviem licencie mille huit cent soixante-dix-huit salariés ?

Tubmétal ne dépose pas son bilan faute de trésorerie. Ses carnets de commandes sont pleins. Ses principaux clients s'appellent la Caladoise de réfrigération (groupe Thomson), Rhône-Poulenc Textile, Citroën, etc. Alors ?

Tubmétal — fondé en 1962 — est une société prospère. En 1965, l'usine de Villeurbanne se scinde en deux. La nouvelle usine s'installe à Caluire. Ces deux petites unités de production permettent au P.-d.g. Raymond Temporel d'échapper à la loi sur les comités d'entreprise ! De nouveaux clients traitent avec Tubmétal d'importants marchés. Raymond Temporel est un patron heureux. Jusqu'en 1973, où dans « l'affaire des fausses factures » il est inculpé, ainsi que son fils Michel, pour « détournement d'actifs et abus de biens sociaux ». Le 12 mars 1974, Raymond Temporel est condamné à 12 millions de francs d'amende et à une peine de prison d'un an.

Dès son retour dans l'entreprise, il ne reste pas inactif et transforme sa société de gérance libre en société anonyme. Il oriente également vers un « confrère », Plastiques Industries Rhône-Alpes, quelques-uns de ses gros clients. Or, le gérant de cette société n'est autre que son propre fils, Michel Temporel. A la fin de juin 1977, Raymond Temporel menace le personnel de Tubmétal de fermer l'usine de Caluire et propose à ses clients de régler directement leurs factures au trésorier-payeur général du Rhône.

Méfiants, les salariés — au nombre de soixante-quatre — exigent, fin juillet, la création d'un comité d'entreprise et partent en vacances. Le 29 août, Raymond Temporel dépose devant le tribunal de commerce de Lyon son bilan avec liquidation des biens. Un syndic et un juge-commissaire sont désignés. Avec l'aide des délégués du personnel, ils constatent que le patron a utilisé ses vacances pour faire disparaître des machines et des matériaux qui sont finalement retrouvés chez des amis de Temporel ou chez son fils. Seuls les fichiers clients et fournisseurs restent introuvables.

Pour satisfaire les clients qui menacent de s'adresser à des fournisseurs allemands s'ils n'obtiennent pas la livraison des commandes que seul en France Tubmétal est capable de satisfaire, le personnel accepte de travailler. Pour faire face, il serait nécessaire d'embaucher dix personnes, et l'on veut fermer. Les salariés ne comprennent pas que « les lois françaises permettent à un patron d'arrêter son entreprise en pleine prospérité ». Le syndic cherche un partenaire financier pour reprendre l'entreprise. Il n'aura pas de réponse avant la fin de novembre. Les salariés écrivent à Raymond Barre pour s'étonner qu'à l'heure où le gouvernement multiplie les déclarations sur la préservation de l'emploi une entreprise viable puisse fermer ses portes. Le comité d'entreprise propose la création d'une coopérative ouvrière, mais la détention par Raymond Temporel personnellement d'une partie des terrains dont l'entreprise est seulement locataire paralyse la réalisation de ce projet.

Enfin, le paiement du préavis par les Assedic cesse le 15 novembre si le syndic ne réussit à les persuader qu'il vaut mieux verser des salaires complets à des gens au travail que les 90 % à des licenciés pour raison économique. Les Assedic ne font pas la sourde oreille et attendent du syndic une demande de dérogation.

Pour passer l'éponge sur l'amende pour fraude fiscale de 12 millions de leur patron Temporel, soixante-quatre salariés sont réduits à être des salariés assistés ou des chômeurs. Cependant, Temporel à travers les Plastiques industries Rhône-Alpes, dont le P.-d.g. est son fils Michel, poursuit ses activités. Une enquête sur la constitution de cette dernière société ne pourrait-elle pas être ouverte ? C'est ce que pense le tribunal de commerce de Lyon, dont le greffe indiquait, le 17 novembre, qu'une « procédure en comblement de passif avait été engagée à l'encontre de M. Temporel, étant donné les conditions suspectes dans lesquelles était intervenu le dépôt de bilan ».

Cette procédure devrait aboutir à la mise en liquidation des biens personnels de Raymond Temporel. Mais quand ? Les salariés sont pressés.

Un nouveau délai, dernièrement accordé par les Assedic, va permettre au syndic de poursuivre la recherche d'un partenaire. Le 4 décembre dernier, devant la pression de certains clients, vingt-six salariés ont été réembauchés. Mais la négociation pour trouver un successeur à Raymond Temporel se prolonge.

ROBERT BUTHEAU

---

sept cents salariés dans un délai encore inconnu. On ne sait qu'une chose : d'ici à deux ans, ils ne seront plus que mille deux cents.

Tous ces problèmes-là, on s'en doute, Raymond Barre se garde bien de les évoquer. Lyonnais de souche, André Vianès, vingt-neuf ans, délégué régional du P.s. et candidat dans la quatrième circonscription contre Barre, est bien décidé à ne pas faire de cadeau à son adversaire. Assistant d'économie à l'université de Lyon-II, il connaît sa ville et sa circonscription comme sa poche. « On sait déjà que Barre ne voudra pas parler des vrais problèmes. Mais il peut compter sur moi pour les lui rappeler ! »

Jeune sans doute, mais décidé, Vianès ne mâche pas ses mots. Déjà, il accuse Barre de mener sa campagne comme un notable en tournée pour des cantonales. « Il découpe Lyon en tranches, selon les catégories à séduire. Et il leur lit une fiche préparée par son chef de cabinet : mi-analyse, mi-promesse. » Avec Yvette Roudy, il va mener sa campagne sur trois fronts : à l'échelon local, régional et national, sans laisser oublier que le candidat de Giscard à Lyon est aussi celui qui impose aux Français les plus démunis des réductions insupportables de leur pouvoir d'achat. « Les laissés-pour-compte dans cette société conçue par et pour les actifs, il ne faut pas les sous-estimer. Bientôt, chômeurs, femmes, enfants, vieillards, handicapés, marginaux seront en majorité », rappelle la secrétaire à la Condition féminine. Un thème qu'elle compte développer dans sa circonscription.

Bien des Lyonnais n'ont d'ailleurs pas besoin qu'on leur rappelle tout cela. Une des organisatrices socialistes du collectif élections pour la quatrième circonscription, Danièle Desroziers, constate chaque jour que la montée du P.s. à Lyon est loin d'être terminée. « C'est vrai, il y a eu un moment de flottement après la crise de la gauche, à la rentrée. Mais, quand François Mitterrand est venu à Lyon le 8 novembre, on a compris que tout était encore possible. Quinze mille personnes dans le Palais des Sports, on n'avait jamais vu ça. »

Les chiffres de la Fédération du Rhône sont éloquents. Partie de rien ou presque en 1971, elle comptera trois mille adhérents à la fin de cette année, si l'on en juge par le rythme actuel des adhésions. Face à cette poussée, la majorité n'aura pas la tâche facile, même dans une circonscription soigneusement taillée à sa mesure. Raymond Barre — qui assure, à qui veut l'entendre, ne pas être, comme les parachutés, un candidat qui se croit en terrain conquis — devrait surveiller ses airs de notable installé. Car les Lyonnais ne se laisseront peut-être pas si facilement convaincre que l'on peut résoudre leurs problèmes de poids lourds à grand renfort de locomotives.

CHRISTINE COTTIN

L'ECOLE DE LA DEMOCRATIE



PAR LOUIS MEXANDEAU

François Mitterrand a présenté le 8 décembre à Créteil le plan socialiste pour l'éducation, plan adopté à l'unanimité par les organismes directeurs du Parti après un très large débat qui a associé à sa préparation les sections du Parti.

Ce plan n'est pas une réforme de plus, mais la définition de la politique socialiste de l'éducation, politique qui se veut en cohérence avec les propositions que le Parti socialiste fait dans les autres secteurs. Notre plan n'est pas applicable si, en même temps, des transformations profondes ne sont pas faites dans le domaine économique et social.

N'en déplaise aux professionnels de l'antisocialisme ou aux échotiers mal intentionnés, le plan socialiste n'est pas un vague et subtil compromis entre corporatismes enseignants divergents, ni un recueil de vœux pieux sans fondements dans la réalité quotidienne des jeunes et de leurs familles. Ce document comporte des propositions précises pour un gouvernement de gauche, et il fixe des échéances : de cinq à dix ans. Il a été chiffré de manière à éviter toute démagogie.

Dans un texte long et dense, choisissons quelques objectifs et les moyens proposés pour les atteindre.

L'école est l'un des lieux de la discrimination sociale, et actuellement elle fonctionne d'abord au profit des plus favorisés. La lutte contre les inégalités se situe donc parmi les principaux objectifs des socialistes. Ainsi, nous avons proposé la priorité pour l'école maternelle, intégrée dans la maison de l'enfance, comme l'un des moyens pour lutter contre les inégalités : à six ans, beaucoup de choses sont déjà jouées, tous les pédagogues le savent. Nous avons également proposé des plans d'éducation prioritaires en faveur des quartiers scolairement défavorisés, des activités de soutien au bénéfice de ceux qui sont actuellement exclus de l'école.

Bref, il s'agit de renverser la logique actuelle et de concentrer les moyens sur ceux qui sont les plus défavorisés. C'est pour cela encore que nous avons proposé la gratuité complète et la réforme des contenus afin que l'école prenne en compte ce que vivent les enfants sans exclusion et pour qu'elle leur permette de dominer et de maîtriser le monde qui les entoure.

Actuellement, un jeune sur quatre quitte l'école sans autre formation que la fin de la scolarité obligatoire. La mise en place d'une politique industrielle, la mise en question de la division du travail, donc de la déqualification organisée par le patronat, supposent une élévation de la qualification des travailleurs. Nous avons proposé de fixer au système éducatif l'objectif de faire en sorte que tous les jeunes quittent l'école avec une qualification de niveau V (C.a.p., B.e.p., B.e.p.c.). Cela non par mesure autoritaire, mais de façon « naturelle ».

En même temps, une réforme profonde de ces formations doit être organisée dans le sens d'un élargissement et d'une intégration de la formation générale et de la formation professionnelle. Nous nous prononçons pour une priorité à la formation permanente, celle-ci poursuivant aussi d'autres objectifs que la formation professionnelle. La formation permanente devra être portée à deux ans tout au long de la vie active, les travailleurs — et non l'entreprise — devant avoir le rôle principal quant à la définition des objectifs et du contenu de la formation.

Actuellement, le fonctionnement du service public est très centralisé. Dans ces conditions, la participation des usagers de l'école (les jeunes en formation et leurs familles) est réduite ou illusoire. Il faut réaliser une très large décentralisation, une gestion démocratique du service public avec de véritables enjeux, et l'accroissement du rôle des collectivités locales. Dans ce domaine, des mesures très concrètes sont proposées. Ainsi, l'école deviendra l'école de la démocratie et sera l'affaire de tous les intéressés, le contrôle s'effectuant après coup.

Un enseignement de qualité ne peut fonctionner que s'il dispose d'enseignants qualifiés. C'est pour cela que nous avons accordé la priorité à la formation permanente des maîtres, prévu un système de formation initiale s'inspirant d'un cours unique des maîtres, même si le coup de l'opération oblige le P.s. à l'étaler dans le temps. Compte tenu de l'unité pédagogique qui doit régner tout au long de la scolarité, de six à quinze ans, l'intervention des professeurs diversement spécialisés se fera progressivement.

Ce n'est pas par le « creux » que se caractérise le plan socialiste, mais plutôt par le « trop-plein », par de nombreuses propositions précises et chiffrées. Ce plan est un instrument de lutte contre les projets réactionnaires du gouvernement. C'est l'un des éléments de la campagne politique que le Parti socialiste vient d'engager.

● *Le plan socialiste pour l'éducation sera publié par les Editions Flammarion et diffusé par le Club socialiste du Livre.*



François Mitterrand lors de l'inauguration du lycée Léon-Blum, à Créteil.

L'IMPOT VOLEUR

La taxe d'habitation n'est pas seulement un impôt injuste qui frappe aussi fort le chômeur et le cadre supérieur, c'est souvent un import perçu indûment

Le 15 décembre, presque veille de Noël, est aussi la date à laquelle des millions de Français doivent payer la taxe d'habitation. Cela fait du bruit. L'héritière de feu la cote mobilière (l'une des quatre « vieilles » qui composaient la fiscalité locale) ne semble pas moins injuste que jadis. Dix-neuf millions de contribuables y sont assujettis, alors que treize millions huit cent mille Français paient l'impôt sur le revenu. Plus de cinq millions de Français trop pauvres pour être imposés sur leur revenu — ils gagnent moins que le Smic — sont donc jugés bien assez riches pour payer un impôt sur leur logement ! Et quel impôt...

Ce couple d'étudiants, rue Mademoiselle, dans le 15e arrondissement de Paris, a 1 700 F de ressources mensuelles. Loyer de leur deux-pièces : 1 000 F... Taxe d'habitation : 700 F. Même addition pour Mme F., une veuve de soixante-trois ans, invalide, dont la pension mensuelle n'atteint pas 1 000 F. Quant à M. P., soixante-dix ans, qui habite un trois-pièces dans le 19e arrondissement, il a la malchance de payer 30 F d'impôt sur le revenu pour des ressources équivalant au Smic : cela lui vaut de perdre son droit au dégrèvement... et de devoir acquitter quelque 750 F au titre de la taxe d'habitation.

Confrontés à un plan d'« austérité » synonyme de baisse du pouvoir d'achat et de chômage, les plus démunis sont souvent dans l'impossibilité de payer la facture. Et les réclamations se multiplient. Au centre des Impôts de Paris, les guichets sont débordés. Quant aux militants de la Confédération syndicale du cadre de vie (1), organisation qui regroupe travailleurs et usagers, au niveau du quartier ou de la commune, l'abondance des protestations reçues leur a mis la puce à l'oreille. Patiemment, ils ont épluché les feuilles d'impôts, écouté les doléances, interrogé les responsables. Une enquête qui a duré plus d'un an à Paris et en province.

Les résultats sont là : la taxe d'habitation ne se contente pas d'être un impôt particulièrement injuste, qui frappe aussi fort le chômeur que le cadre supérieur. Elle est trop souvent perçue indûment. Des millions de francs sont ainsi « volés » chaque année. Les couches les plus défavorisées de la population (personnes âgées, femmes seules, smicards, etc.) sont, comme par hasard, les premières victimes... Tout simplement parce que les membres de ces catégories ignorent souvent leurs droits. Et que l'administration fiscale qui affectionne les formulaires ésotériques ne fait rien pour les informer.

C'est ainsi que le fisc « oublie » d'opérer les dégrèvements de rigueur pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (imprimé n° H 6675) ou pour les ascendants et enfants à charge (imprimé n° 1006). Il faut, en effet, réclamer de son propre chef ces imprimés : encore faut-il savoir qu'ils existent !

A Paris, Mademoiselle S., quatre-vingt-neuf ans, non imposable sur le revenu, doit ainsi acquitter 920 F au titre de la taxe d'habitation : elle ignorait son droit au dégrèvement total... Et les militants de la C.s.c.v. ont découvert une autre sorte d'injustice. Dans certains quartiers neufs à Paris (ensembles Masséna, Jeanne-d'Arc, Olympiades, dans les 13e et 15e arrondissements), mais aussi en province, les H.l.m. et l.l.n. sont surimposés par rapport aux immeubles voisins d'un standing nettement supérieur. Les habitants paient ainsi 10 % de taxe en trop. Un trop-perçu qui, accumulé, représente des centaines de milliers de francs pour les caisses de la Ville de Paris. Si encore la Ville avait une politique sociale ! Mais on sait bien qu'il n'en est rien.

Une situation qui est bien connue des responsables des offices d'H.l.m. Et contre laquelle la C.s.c.v. a décidé de réagir. A Blois, les habitants réunis en assemblée générale refusent de payer la taxe pour 1977. A Paris, les actions collectives se multiplient. « Nous avons constitué des dossiers en vue d'obtenir le remboursement des sommes indûment versées, affirme un militant de la C.s.c.v. ; nous allons le transmettre aux services fiscaux et au maire de Paris et nous espérons obtenir satisfaction. » Dans le cas contraire, la C.s.c.v. envisage d'exercer un recours devant le tribunal administratif au nom des habitants, usant ainsi de la possibilité d'agir en justice récemment reconnue aux associations de consommateurs et d'usagers.

Les socialistes du Conseil de Paris soutiennent ces actions : lundi 12 décembre, lors de la séance du Conseil consacrée à l'examen du budget, Daniel Benassaya, conseiller socialiste, a interpellé Jacques Chirac à ce sujet.

« Nous ne demandons pas la suppression de la taxe d'habitation, explique une socialiste membre de la C.s.c.v., la fiscalité locale est indispensable pour les villes... mais nous pensons que les maires doivent accorder largement des dégrèvements systématiques en cas de chômage, maladie, service militaire, retraite insuffisante, etc. » Un impôt local juste, sur des bases compréhensibles pour tous et qui tienne compte de l'inégalité des revenus : est-ce trop demander ?

MARIE-JOSE BERNARDOT



Le maire de Paris illumine pour les fêtes.

1. C.s.c.v., 28, bd de Sébastopol, 75004 Paris. Tel. : 272.96.26.

changer la vie politique en France

Leroy et Lecanuet

Devant les graves difficultés que connaissent les travailleurs et l'ensemble de la population de la Haute-Normandie sous la gestion de MM. Barre et Giscard d'Estaing, le conseil régional s'est réuni en session extraordinaire à Rouen, le 12 décembre, à la demande du groupe socialiste. Laurent Fabius, adjoint au maire du Grand-Quevilly et membre du comité directeur du P.s., a dénoncé à cette occasion le « programme régional d'action pour l'emploi et le soutien de l'activité des entreprises » dont l'insuffisance notoire ne répond ni aux besoins ni aux aspirations des habitants de la région.

Sous l'œil goguenard des élus de la majorité, et notamment de Jean Lecanuet, Roland Leroy, député de la Seine-Maritime et membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, s'en est alors vivement pris à Fabius avant de voter, avec son groupe et la droite, contre l'amendement déposé par le représentant socialiste Pis : Fabius ayant déclaré que les socialistes étaient disposés à voter un amendement déposé par le P.c. s'il était « complété dans le sens du Programme commun », il ne put obtenir satisfaction sur ce point. Les mauvaises langues pourraient voir dans « l'alliance objective de la majorité et du P.c. à Rouen » la preuve d'un certain virage.

Dialogue France-Urss

Depuis 1975, lors de la visite de François Mitterrand en U.r.s.s., plusieurs rencontres se sont succédé entre le P.s. et le P.c. de l'Union soviétique. La dernière s'est déroulée à Paris du 8 au 11 décembre.

Durant quatre jours, des échanges de vues approfondis et cordiaux ont eu lieu entre les deux délégations, portant essentiellement sur les différents problèmes posés par les relations économiques entre la C.e.e. et le Comecon, et d'autre part entre la France et l'U.r.s.s.

Loin de se contenter de faire le point sur les positions des uns et des autres, il a été décidé qu'avant la prochaine rencontre qui aura lieu à Moscou, des rapports seraient échangés, évoquant les conceptions respectives sur la détente, sur la planification démocratique et sur les relations économiques Est-Ouest.

La libération des otages

A l'heure où nous mettons sous presse, il semble que les otages français détenus par le Front Polisario doivent être prochainement libérés. En même temps que Georges Marchais en était informé à Alger, un émissaire du Polisario est venu donner mardi soir à François Mitterrand et à Lionel Jospin l'assurance que cette libération était imminente. Le P.s. qui, tout en soutenant la revendication du peuple sahraoui à l'autodétermination, a toujours condamné les prises d'otage, ne peut évidemment que se réjouir de cet heureux aboutissement pour lequel la gauche française a pu jouer un rôle utile.

Le sinistre Gud condamné

La Justice s'est enfin penchée sur le sinistre Gud, (Groupe Union-Droit), ce mouvement des « étudiants » d'extrême droite qui joue aux terreurs dans les universités, et notamment à la faculté d'Assas. Deux de ses membres, Jean-François Santacroce et Jean-Pierre Emié, ont été condamnés — pour coups et blessures volontaires contre trois membres de l'Unef, dont deux jeunes filles — à respectivement dix mois de prison, dont huit avec sursis, et 3 000 F d'amende pour le premier et sept mois de prison, dont cinq avec sursis, et 2 000 F d'amende pour le second. Michel Pinchart-Deny, leur complice identifié qui a préféré se réfugier aux Etats-Unis, a été condamné par défaut à huit mois de prison et 2 000 F d'amende.

On peut s'interroger sur le caractère dissuasif de ces peines lorsque l'on sait qu'avant même leur prononcé une trentaine de membres du Gud se sont livrés le 30 novembre à une opération de commando à la Sorbonne. Matraquant et cognant étudiants, témoins et personnel de la cafétéria, ils ont notamment blessé trois personnes, qu'il a fallu soigner peu après.

Les étudiants socialistes, qui ont réclamé une fois de plus la dissolution des groupes fascistes, appellent les étudiants à se rassembler pour défendre, tous ensemble, la démocratie et les libertés dans les facultés.

Larzac : 94 qui tiennent toujours

Ils étaient cent trois. Ils ne sont plus que quatre-vingt quatorze : neuf paysans du Larzac, signataires du fameux « Serment des 103 » ont « trahi »... Ils avaient résisté six ans. Ils viennent d'accepter de vendre 15 ha de leurs terres à l'armée.

Sur le plateau, ceux qui tiennent toujours sont un peu déçus, mais nullement découragés : ils préparent une semaine d'action du 14 au 24 janvier prochain à travers tout le pays.

Ils analysent ainsi la situation : si la gauche passe, le camp ne se fera pas ; si c'est la droite, il vaut mieux être mobilisé d'avance.

La Justice préfère les patrons

Jour après jour, les atteintes ou les velléités d'atteintes aux libertés se multiplient. Après la suspension de Monique Guemann, vice-présidente du Syndicat de la magistrature (S.m.) on apprenait le 5 décembre que deux autres magistrats du S.m. avaient été interdits d'audience parce qu'ils comptaient protester publiquement contre cette suspension et qu'un troisième, délégué régional du S.m. à Marseille, venait de faire l'objet d'une mauvaise notation par sa hiérarchie. Le lendemain, toujours à Marseille, la présidente du tribunal de grande instance était amenée à déplorer, sur la base d'une expertise, les tortures à l'électricité infligées par la police à Paul Traggiai, accusé de vol et de recel. Celui-ci, encore détenu et probablement sensible à certaines pressions, à « spontanément » démenti les faits depuis lors. Le 6 décembre, dans le droit-fil du reniement du droit d'asile à l'occasion de l'affaire Croissant, Valéry Giscard d'Estaing propose, à Bruxelles, aux pays membres de la C.e.e., la mise en place d'un espace judiciaire européen. Il s'agit de ne plus prendre en considération la nature — politique ou de droit commun — des actes délictueux mais seulement leur gravité. Autre remise en cause de la Constitution, le lendemain par Christian Beullac, ministre du Travail : il voit dans la grève des gaziers-électriciens une remise en cause de la démocratie. Une habile orchestration du Pouvoir, du patronat et d'une certaine presse cherche à enfoncer un coin dans le droit de grève sous la forme d'un service minimum à respecter dans le secteur public. Comme s'il n'était pas déjà assuré par les grévistes ! A quoi il convient d'ajouter diverses expulsions de notre territoire dont ont notamment fait l'objet des militants marocains — le 7 décembre — et, le 4 décembre, le peintre espagnol Antonio Saura, réfugié en France depuis vingt ans. Les motifs de ces expulsions inquiétantes sont restés pour le moins obscurs.

Tandis que ces pratiques dressent progressivement la plupart des associations de juristes contre le Pouvoir — et en particulier contre Alain Peyrefitte et Christian Bonnet —, le Syndicat des avocats de France, le week-end dernier, et le Syndicat de la magistrature, voici vingt jours, ont rendu public l'incroyable laxisme de la justice envers la délinquance patronale. Statistiques à l'appui, leurs études prouvent que, dans la balance de la Justice, le sang répandu des accidentés du travail coûte moins cher que les petites escroqueries sévèrement réprimées chaque jour par les tribunaux correctionnels et les flagrants délits. Voilà des réalités dont le gouvernement s'accommode. Mieux : il réprime ceux qui les dénoncent.

changer la vie sociale

Fleurance continue

Pour la énième fois, un tribunal vient de décider de la réintégration de Pierre Fleurance dans son emploi de comptable aux Aciéries du Forez (Loire). En effet, on ne compte plus, maintenant, depuis son licenciement abusif en 1969, le nombre de fois qu'un tel verdict a été rendu. Mais, en toute illégalité, la direction a toujours refusé de réintégrer ce salarié licencié pour avoir créé une section C.f.d.t. dans l'entreprise.

Après avoir essayé — sans succès — de l'écœurer en l'obligeant à faire des additions avec un petit crayon, la direction des Aciéries du Forez espérait sans doute que la lassitude ferait abandonner Pierre Fleurance. Il n'en a rien été. Neuf ans plus tard, le comptable se bat toujours pour que justice lui soit rendue. La chambre sociale de la Cour de cassation vient de confirmer l'arrêt de la cour d'appel de Lyon, qui avait déjà ordonné sa réintégration en 1975.

Comment les Aciéries du Forez vont-elles arriver, cette fois, à ne pas respecter la loi ? Le feuilleton du licenciement de Fleurance a duré si longtemps que le comptable avoue ne plus en être à un mois près.

Sacilor : les méthodes de la Gestapo

Dans les usines Sacilor-Sollac de Lorraine, il n'est pas rare, maintenant, de voir des salariés sortir à un moment où tout le monde est au travail. La plupart du temps, ils ont l'air égaré. Certains pleurent.

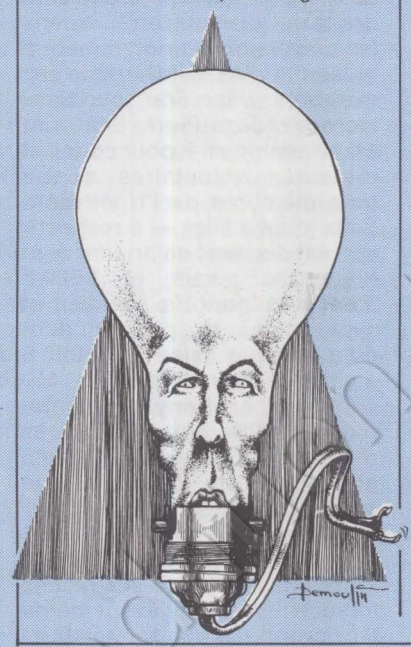
Pour licencier, le trust convoque les salariés dans un bureau ; et, dans les cinq minutes qui suivent, il faut qu'ils aient quitté l'usine. Principalement touchés, les jeunes de moins de trente ans et les ouvriers ayant plus de quarante ans de maison. Ainsi, le 1er et le 2 décembre, il y a eu deux charrettes de licenciements visant les travailleurs les plus anciens. Arrivés comme d'habitude à leur poste à 6 h 30, ils ont été convoqués à 7 h 30. Et, là, ils ont appris qu'ils étaient licenciés et que, dès lors, ils n'avaient plus rien à faire dans l'entreprise. Sans autre façon, ils ont été expulsés de l'usine dans des camionnettes.

Cette manière de procéder a rappelé à beaucoup de ces salariés âgés la façon dont la Gestapo leur avait donné deux heures pour partir en 1940 à l'arrivée des Allemands. Un des licenciés de l'usine Sacilor de Rombas (Moselle) s'est suicidé aussitôt après être rentré chez lui. A Homécourt (Meurthe-et-Moselle), un autre salarié a succombé à une crise cardiaque en recevant chez lui la lettre lui signifiant de ne plus remettre les pieds chez Sacilor.

La colère gronde dans les aciéries de Lorraine. D'autant que les vingt-cinq mille travailleurs de Sacilor savent que ce n'est pas fini. La direction vient de confirmer que six mille cent suppressions d'emplois auraient bien lieu d'ici au printemps 1979, dont deux mille cinq cents avant le 30 juin 1978.

E.d.f. : on change de ton

Détente à E.d.f. ? Après une entrevue avec la direction générale, les fédérations C.g.t. et C.f.d.t., estimant qu'une porte s'était entrouverte, ont décidé d'apporter la preuve de leur bonne volonté : « Nous ne sommes pas des gréviculteurs », disait Roger Pauwels pour la C.G.T. Moyennant quoi, les grévistes ont décidé de suspendre leur mouvement pour toute la journée du 14 décembre. Au soir de cette journée, en effet, une nouvelle rencontre devait avoir lieu avec la direction, qui a accepté d'examiner les propositions syndicales.



Quel que soit le résultat de cette nouvelle négociation, les grévistes ont déjà constaté que le ton de la direction générale a changé à leur égard. En effet, après la campagne antigréviste menée tambour battant par le patronat et certains membres du gouvernement, le directeur général d'E.d.f. lui-même a tenu à rappeler un certain nombre de choses. Notamment qu'en matière de sécurité un service minimum « Croix-Rouge » est en permanence assuré par les grévistes. Cela met fin aux diffamations du C.n.p.f., entre autres, faisant passer les électriciens pour des criminels en puissance, n'hésitant pas à couper le courant sans se soucier des conséquences possibles dans les hôpitaux ou les centres de soins.

Les grévistes, de leur côté, ont décidé de ne plus fermer aucun compteur pour facture impayée, tout le temps que durerait le conflit. De plus, à Paris, ils ont demandé à la direction de surseoir à toutes coupures de courant aux particuliers pendant l'hiver.

S.s. : 28 centres en grève

Depuis le 24 novembre, les vingt-huit centres de paiement de la Caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône sont fermés au public. Le personnel, soutenu par une intersyndicale C.g.t., C.f.d.t. et F.o., s'est mis en grève. Les deux revendications essentielles portent sur la réorganisation du travail et sur la progression des salaires.

Dans ces caisses, le salaire d'embauche reste à 1 700 F net. Pour progresser, il faut passer un examen de technicien. L'agent doit, en général, attendre deux ou trois ans avant de pouvoir le présenter. En cas de réussite, il devient alors guichetier et touche 2 300 F. En fin de carrière, le salaire net est de 2 800 F, non compris les primes d'ancienneté. Cela conduit au résultat suivant : trois mille employés environ, sur trois mille cinq cents ne gagnent pas 3 000 F en fin de carrière.

Quant aux conditions de travail, elles ne sont guère plus brillantes. L'informatique déshumanise le travail de services entiers, transformant les salariés en robots. De plus, tandis que la sécurité sociale est étendue à des couches de la population qui n'en bénéficiaient pas, les embauches sont bloquées et l'administration rogne sur tous les frais de gestion. Premiers à en subir les conséquences : les usagers.

Direction et conseil d'administration départemental, réunis en séance extraordinaire le 4 décembre dernier, se sont prononcés en faveur de la satisfaction d'un grand nombre de revendications. La balle est donc dans le camp de l'autorité de tutelle, à savoir le ministre de la Santé, Simone Veil.

Par solidarité avec les agents, les cadres des centres ont cessé le travail le 8 décembre. En attendant, les dossiers s'accumulent. Les grévistes s'emploient à expliquer aux usagers trouvant porte de bois qu'ils se battent pour eux et pour la qualité du service public. Ainsi, ils dénoncent les manœuvres faites pour essayer de dissuader les assurés sociaux de venir se faire rembourser dans les centres.

Deux bougies pour Chaix

Un gâteau d'anniversaire devant le ministère de l'Industrie. Cela s'est passé le 8 décembre. Ce jour-là, les travailleurs de Chaix célébraient leur deuxième anniversaire de lutte dans leur imprimerie.

Déterminés, ils le sont toujours. Pour le prouver, ils sont allés manifester sous les fenêtres du ministre de l'Industrie. Mais personne, bien sûr, n'a répondu à leurs questions. Ils voulaient juste savoir ce que deviennent les solutions déposées depuis deux mois par le personnel et la C.g.t. pour une remise en route de l'imprimerie.

changer la vie quotidienne

Tabac : la pub est morte, vive la pub !

Défendue par Simone Veil, ministre de la Santé, la publicité sur le tabac est désormais réglementée. Elle disparaît à la télévision, à la radio, dans la rue. C'est déjà beaucoup. Mais point trop n'en faut : si l'Etat dépense 2 500 000 F pour la campagne anti-tabac, il reçoit du Seita (gauloises et gitanes) plus de sept milliards de francs par an.

Qu'on ne s'étonne pas si la nouvelle loi laisse encore une belle marge aux publicitaires ! Vue par Art Kane et David Bailey, deux grands photographes, la gitane continue à inviter au vice. En toute légalité.

Encore les Halles !

Il était une fois un trou... Pompidou voulait y ériger un centre d'affaires international. Giscard a dit non, mais il ne sait pas trop quoi en faire. Pas plus que le maire de Paris. En attendant, les architectes travaillent. L'ennui est qu'ils ne savent même pas quel sera l'usage de leurs créations. « C'est la première fois dans l'histoire de l'architecture que l'on construit un bâtiment dont on ignore la destination », déclarait Jack Lang le 5 décembre lors d'une conférence de presse, au nom du groupe socialiste du Conseil de Paris, à propos de l'immeuble Pierre-Lescot.

La semaine dernière, les représentants des associations claquaient la porte de la commission des Sites (voir « l'Unité » n° 273). Contre la « politique du caprice », les socialistes du Conseil de Paris ont décidé de mettre le président de la République et le maire de Paris devant leurs responsabilités. Selon eux, il n'est pas admissible que, « pour sauvegarder un projet destructeur, on lui invente une nouvelle destination » : aux dernières nouvelles, l'immeuble Lescot doit en effet devenir « un équipement musical ». Pas admissible non plus que, sous prétexte d'équilibre financier, « on délivre un permis de construire pour l'immeuble Bofill avant même de savoir quels seront tous les autres bâtiments en surface »... Et que l'on construise encore des studios et des deux-pièces dans un quartier déjà saturé, alors que les familles nombreuses sont obligées de déménager en banlieue... Et surtout Jack Lang a formulé l'exigence n° 1 des associations du quartier : que l'on donne accès à l'information à tous, habitants, élus, journalistes, que l'on ouvre enfin les dossiers !

Dédramatiser la grossesse

La vulgarisation médicale intelligente et politiquement correcte n'est pas chose si facile. Entre le film qui sombre dans le simplisme et celui qui ébaubit l'homme de la rue au spectacle d'une technologie médicale toute-puissante (qui, incomprise, infantilise les patients), il y a une marge étroite. C'est celle qu'a su parcourir Claude Cobast en réalisant « Deux Mois déjà », le nouveau film que la Mutuelle générale de l'Education nationale a consacré aux problèmes de la grossesse, de l'accouchement et des deux premiers mois. Aucun impérialisme médical, mais une mine de sujets de discussion — de l'aspect scientifique aux prolongements sociaux du problème. Une réalisation qu'il serait utile de faire connaître (Mgen, 34, place Raoul-Dautry, 75748 Paris Cedex 15).

REPERES

Les Cahiers du Ceres
Au sommaire
N° 46 :
Le Parti communiste et l'Union de la gauche
(A. Bergougnoux, B. Manin, D. Motchane, Ph. Robrieux)
N° 47 :
Les socialistes et la Défense nationale
Abonnement annuel :
120 F (étudiants, retraités, chômeurs : 90 F)
Les Editions Jacques Mandrin, 5, rue Payenne, 75003 PARIS.



dipapacéquoi par Piem

Oracle ! ô désespoir !

Sur les pentes du Parnasse, l'I.f.o.p. de Delphes avait lancé son incantation. Les Grands Prêtres, penchés sur son élection-simulation, interprétaient les cris de la pythie.

« Dis, papa, si nous aussi nous interrogions une voyante ? »

Madame Irma les attendait devant sa boule de cristal, son marc de café, sa carte astrale et sa vision ésotérique.

« Je suis spécialisée, dit-elle, dans la destruction des maléfices, le désenvoûtement, les affections retrouvées...

— C'est plus qu'il nous en faut », dit le père.

Irma plongea son regard dans la boule de cristal :

« Vous êtes actuellement dans la phase compromettante du cycle Marchais-Chiracus ; mais l'opposition de leur trigone les mettra en Balance et si Saturne mal ils n'en sortiront pas Vierge.

— In medium stat virtus », dit l'enfant, qui devait à la réforme Haby cette culture latine.

« Mais, Jupiter merci ! vous subirez l'ascendant de la conjonction de la rose et du poing ; et, à moins d'être le dernier décan, il vous suffira d'un grand coup de Bélier pour rendre votre signe définitivement bénéfique. » Ainsi parla Irma.

Il se fit un profond silence... Au mur, le pendule marquait moins cinq.

« Mais, dit le père, si mon Scorpion ne se désiste pas pour mon Capricorne ?

— Vous bénéficierez du trigone de Mars et de l'urne, et les astres éloigneront de vous les désastres », répondit Irma en trempant un croissant d'avant Barre dans son marc de café. C'était une voyante de réputation internationale, ce qui n'empêche pas l'appétit. Aussi, c'est la bouche pleine qu'elle termina sa consultation.

« J'avais déjà prévu le mariage de Sheila et celui de Valérie-Anne, le retour de Ponia, et aujourd'hui je vous annonce le printemps après l'hiver... C'est cent francs. »

Quand ils se retrouvèrent dans la rue, le père et le fils purent voir au-dessus de leurs têtes une étoile, échappée du grand chariot de l'Etat, qui leur clignait de l'œil.

On pouvait entendre au loin ronronner les sondages.



changer la vie culturelle

Rencontres théâtrales

Chaque année, les Rencontres théâtrales de Boulogne rassemblent tout ce qu'il y a de vivant dans le théâtre « parallèle-amateur-marginal » français. Depuis sept ans, elles sont un carrefour de la recherche dramatique ; un des rares lieux de confrontation et d'échange du « théâtre en marche ».

En 1978, elles se dérouleront (du 3 au 11 juin)... à Sèvres ! Puisque la municipalité de droite de Boulogne les a chassées de son territoire. Avis aux troupes : si elles veulent participer aux Huitièmes Rencontres, elles doivent prendre contact avec les organisations avant le 31 décembre.

Adresse : Association Rencontres théâtrales, 127, avenue Jean-Baptiste-Clément, bâtiment B, 92100 Boulogne.

A sauver de la noyade

A vingt-trois ans, Christine Van de Putte est déjà considérée comme l'une des meilleures réalisatrices françaises de courts métrages. L'été dernier, elle est donc passée tout naturellement au long métrage.. Et elle a choisi, femme, de raconter une histoire de femmes : celle de Marianne et Agostina, qui décident de « réinventer leur vie en la jouant ».

Mais voilà : la fameuse commission de l'« avance sur recette » n'a pas aimé la première partie, déjà tournée, de « Poker-menteuses et revolver-matin ». Et l'accumulation des difficultés a empêché de passer à la seconde partie du tournage, programmée pour décembre.

Voilà donc une œuvre menacée de noyade parce que de jeunes cinéastes ne parviennent pas à rassembler les 50 000 francs manquants. Son équipe lance un appel pour qu'on aide le film à exister en offrant à chacun de souscrire (Van de Putte, 7, rue de Romainville, 75019 Paris). C'est-à-dire d'être coproducteur en envoyant un minimum de 15 frans : après tout, c'est tout juste le prix d'une place de cinéma...

Nouveauté : le disque rapide

Chacun sait qu'un disque présente souvent nombre d'imperfections techniques dues à un mauvais pressage ou à une distorsion excessive. En outre, les microsillons souffrent, pour la plupart, d'un bruit de fond excessif, parfois gênant à l'écoute.

R.c.a. vient de lancer deux disques dont les techniques de fabrication sont nouvelles : toutes les opérations nécessaires à la réalisation ont été scrupuleusement vérifiées et contrôlées. De plus, et c'est là l'aspect original de l'expérience, R.c.a. a opté pour une vitesse de défilement accrue : les disques présentés, bien que d'aspect fort voisin des 30 cm, tournent en fait à 45 tours-minute. D'où une supériorité qualitative importante, qui supprime pratiquement tous les bruits de fond et qui confère aux enregistrements une profondeur spatiale nouvelle.

R.c.a. propose deux disques enregistrés selon cette méthode : de Maurice Ravel, « le Tombeau de Couperin », « Introduction et allégro pour harpe », « Pavane pour une infante défunte », de Jean-Sébastien Bach, la « Toccata et fugue en ré mineur », « Passacaille et fugue », choral « du Veilleur ». Pour Ravel, la différence avec un enregistrement de type classique, bien qu'existant de fait, ne présente pas un caractère absolu. Pour Bach, en revanche, la différence est saisissante : les timbres sont clairs, bien équilibrés, nets et, surtout, admirablement répartis dans l'espace.

Cette technique offre, a priori, bien des avantages : les disques sont proposés au prix de 66,80 F, ce qui n'est peut-être pas excessif, compte tenu de la qualité du produit. Toutefois, la durée d'une face étant réduite à quinze ou vingt minutes, certains mélomanes hésiteront à dépenser une somme tout de même importante pour une durée d'écoute limitée. Mais là se pose un problème plus vaste : les microsillons « normaux » sont-ils beaucoup plus longs ? Compte tenu de ce dernier (et regrettable) facteur, il est bien certain que le procédé proposé par R.c.a. se révèle intéressant.

C.G.



Les Macloma

Les clowns Macloma s'installent à la Cartoucherie de Vincennes du 15 décembre 1977 au 31 janvier 1978. Mais ce ne sont pas des clowns comme les autres. Leurs histoires ne sont drôles qu'en apparence. Leurs spectacles, même s'ils font rire, sont toujours sérieux. Le dernier s'appelle « Delimélo ». Il commence par un objet hilarant : une guillotine ! Elle fait des caprices, elle ne veut pas fonctionner. Le bourreau s'énerve. Le couperet finit par s'abattre. La tête roule dans la sciure.

Hilarité suivante : même rétréci d'une tête, le cadavre ne tient pas dans le cercueil. On passe à autre chose : un type tabasse un autre type ; c'est normal chez les clowns, n'est-ce pas ? Des clowns qui s'en mettent plein la gueule, c'est toujours pour rire. Mais quand les Macloma font comprendre que la scène se passe dans un commissariat, on rit... jaune !

Amateurs de gaudriole s'abstenir.

La nouvelle génération de musiciens

L'année 1977 s'achève en beauté pour nombre de jeunes musiciens français. Promesses de naguère tenues ainsi par le bassiste Claude Duhaut, actuellement à l'Espace Cardin avec l'orchestre du Splendid et coauteur, en compagnie du saxo Jean-Pierre Debarbat, d'un exquis album de leur Dolphin Orchestra (Balance PL 37.112). Les deux compères sont aussi allés tirer du côté du jazz l'enregistrement de Clivage, le groupe un peu orientalisant du guitariste André Fertier (Gratte-Ciel R.c.a. ZL 37.024).

Autre talentueux contrebassiste, Didier Levallet (un des animateurs d'Unitélédis) fait paraître (Balance PL 37.109) avec son groupe Confluence, son thème-roi : « Après le désert ». Tout aussi réjouissantes les productions de deux sopranos-ténors : le fougueux « coltranien » François Jeanneau (Horo-Soul Posters 101-28), Michel Roques (Open 04), son aîné si superbement apaisé. Et celles des pianistes Michel Graillier l'inventif (Musica 3010), ainsi que Faton Cahen avec son groupe, Zao, dont le nouveau recueil (R.c.a. PL 37.121) est probablement le plus riche et le plus « lisible » par tous.

S.R.

QUEL SOCIALISME POUR LES FEMMES ?



PAR YVETTE ROUDY

Si certains ont pu croire un moment que le réveil du féminisme auquel on assiste relevait d'un phénomène de mode et que ce phénomène passerait, c'est aujourd'hui une hypothèse bien dépassée. Quinze ans, c'est déjà long pour une mode ; surtout quand, au bout de quinze ans, on constate que le phénomène est encore en pleine croissance ; qu'il ne se passe pas de jour sans qu'un article ne paraisse sur le sujet. Surtout quand le phénomène affecte non seulement l'expression écrite ou orale, mais l'action ; non seulement les milieux intellectuels, mais les organisations syndicales, les partis politiques et l'ensemble de l'opinion.

Ainsi, tout porte à croire,

— D'un côté, que le féminisme désormais ne rentrera pas dans l'ombre comme il est advenu précédemment ;

— De l'autre, qu'il conservera son pouvoir offensif et son caractère massif tant que n'auront pas été obtenus des changements décisifs dans l'organisation sociale et les mentalités ; car il s'inscrit aujourd'hui dans l'immense aspiration à une démocratie réelle qui se développe dans nos sociétés.

Et, pour cette raison, les changements décisifs n'interviendront que

— Grâce à la prise en charge de la revendication féministe par les socialistes ;

— Et grâce à la reconnaissance par les féministes de la solidarité de leur lutte avec celle de tous les exploités et opprimés.

Certes, tous les penseurs socialistes, à l'exception de Proudhon, ont naturellement intégré les luttes des femmes aux luttes des classes. Tous ont dénoncé la subordination spécifique des femmes dans la famille, leur surexploitation spécifique dans le travail.

Dans la famille, où les structures du patriarcat — un chef propriétaire, des servantes et servants — les enferment dans un rôle étroit, coupé du monde du dehors. « La femme est le prolétaire de l'homme », disait Engels.

Dans le travail, où le rôle de main-d'œuvre d'appoint est singulièrement mis en relief en période de crise lorsqu'on découvre que les femmes représentent 54 % de la masse des chômeurs.

Démonstration est faite — s'il le fallait — qu'avec des salaires inégaux (plus de 30% d'écart), très bas (75% des smicards), avec une promotion au rabais, le marché du travail des femmes est bien celui d'« immigrées de l'intérieur », doublement exploitées.

Pourtant, cette conviction qu'avaient les penseurs socialistes du XIXe de travailler conjointement à la libération des femmes et à celle du prolétariat n'a pas suffi : les femmes ne sont pas devenues partie prenante au même titre que les travailleurs hommes dans le combat socialiste et syndical.

Quand on a affaire à des coutumes, des mœurs, des mythes, des modes de penser et de conditionnement millénaires, perpétuellement repris par les pratiques éducatives et les médias d'un système politico-économique qui y trouve son intérêt, c'est une prise de conscience en profondeur qui doit s'opérer, c'est au bouleversement des mentalités qu'il faut s'attaquer.

La résurgence du mouvement féministe n'est pas autre chose. Et c'est cela qui est nouveau : sa résurgence et sa politisation. Depuis une quinzaine d'années, la voix des femmes se fait entendre politiquement à l'intérieur et à l'extérieur des partis.

Le mouvement féministe entre dans la troisième phase de ses revendications. Il y a eu le combat pour le droit à l'instruction, puis le combat pour le droit de vote. Aujourd'hui, il s'agit du droit à disposer de soi : droit au travail, droit à disposer de son corps, droit de vivre tout simplement.

La droite n'est pas en état de répondre à ces demandes. Elle devrait, pour cela, renoncer à sa logique, créer des emplois qu'elle n'a nulle envie de créer, fournir des moyens d'information, des centres d'accueil, de soins, d'orthogénie qu'elle n'a pas envie de fournir : trop cher, affirme-t-elle, pas rentable selon sa logique parce que non producteur de profit et finalement contraire à sa morale ségrégative.

En revanche, ce que demandent les femmes s'inscrit naturellement dans le projet socialiste, tout entier tourné vers la lutte contre les inégalités et tout ce qui peut favoriser l'épanouissement maximal de chacun : le projet socialiste veut mettre l'économie au service des besoins des hommes et non du profit.

Donc, théoriquement, il n'y a pas de problème. Les analyses d'Engels ont peu de rides. Elles demandent simplement une projection sérieuse et une prise en compte volontariste par le mouvement ouvrier lui-même.

Et c'est à partir de là que les difficultés commencent. Les composantes du mouvement ouvrier — partis et syndicats — n'ont pas toujours admis les luttes des femmes en tant que luttes politiques spécifiques. De leur côté, les mouvements féministes véhiculent, avec beaucoup d'idées neuves, une certaine confusion. C'est pourquoi le Parti socialiste procède aujourd'hui à une réflexion à tous les niveaux sur l'articulation, luttes des classes et luttes des femmes.

Je pense que les luttes des femmes recoupent les luttes des classes. La femme du bourgeois, lorsqu'elle travaille, gagnera facilement quatre à cinq fois plus que l'ouvrière, mais elle gagnera toujours moins que son homologue masculin.

Elle peut connaître l'épreuve d'un avortement dans le confort et la sécurité d'une clinique perfectionnée, alors que l'ouvrière, dans la même situation, risquera le pire un samedi soir dans une H.l.m., seule ou maladroitement assistée par des personnes sans expérience. Entre ces deux femmes la différence n'est pas mince. Il n'empêche que la clandestinité de l'acte, la « culpabilité » qui s'y attachait, la menace de l'appareil légal révélaient hier entre elles deux une sororité. Elles pouvaient se rencontrer dans la revendication de leur dignité refusée.

Le socialisme n'a pas de modèle. Ceux qu'on lui propose à l'Est ou au Nord demandent à être revus et adaptés à notre originalité culturelle. C'est le moins que l'on puisse en dire.

C'est le moment que choisissent les femmes pour réaffirmer qu'il n'y aura pas de socialisme sans reconnaissance de leurs luttes. Elles tiennent à participer directement à l'élaboration de tous les projets et elles tiennent surtout à préciser elles-mêmes, et non plus par personnes interposées, ce qu'elles estiment être leurs droits.

Les femmes se battent pour le droit au travail et le droit à une liberté effective. Les luttes des femmes recoupent les luttes des classes. Elles rejoignent le combat de tous les exploités et de tous les humiliés. C'est le combat du socialisme. Un certain féminisme qui se situerait hors du socialisme se tromperait et aboutirait à l'échec. A l'opposé, une conception du socialisme qui n'intégrerait pas les luttes des femmes serait boiteuse. Cela est évident, cela va de soi. Mais il est souhaitable de le dire.

C'est pourquoi le P.S. va développer et approfondir la pensée féministe socialiste lors d'un colloque de l'Iser qui aura lieu les 17 et 18 décembre (1) sur le thème : « Quel socialisme pour les femmes ? », avant de tenir, le 15 janvier, une convention nationale sur les droits des femmes.

(1) A l'A.g.e.c.a., 177, rue de Charonne, 75011 Paris.

PORTUGAL: LE ROLE D'EANES COMMENCE

« Condamnés à gouverner seuls », selon les propres termes de Mario Soares les socialistes ont été battus par une coalition de la droite et du P.c. Le rôle du président Eanes commence

"C'est un événement normal dans une démocratie. » A Lisbonne, la chute du gouvernement Soares semble avoir fait l'unanimité au moins sur un point : montrer que des institutions existent, qu'elles fonctionnent, que la crise actuelle est normale, et qu'elle sera résolue d'une manière tout aussi normale. Bref, qu'il ne s'agit de rien d'autre qu'une péripétie secondaire qui n'affectera en rien le fonctionnement du système.

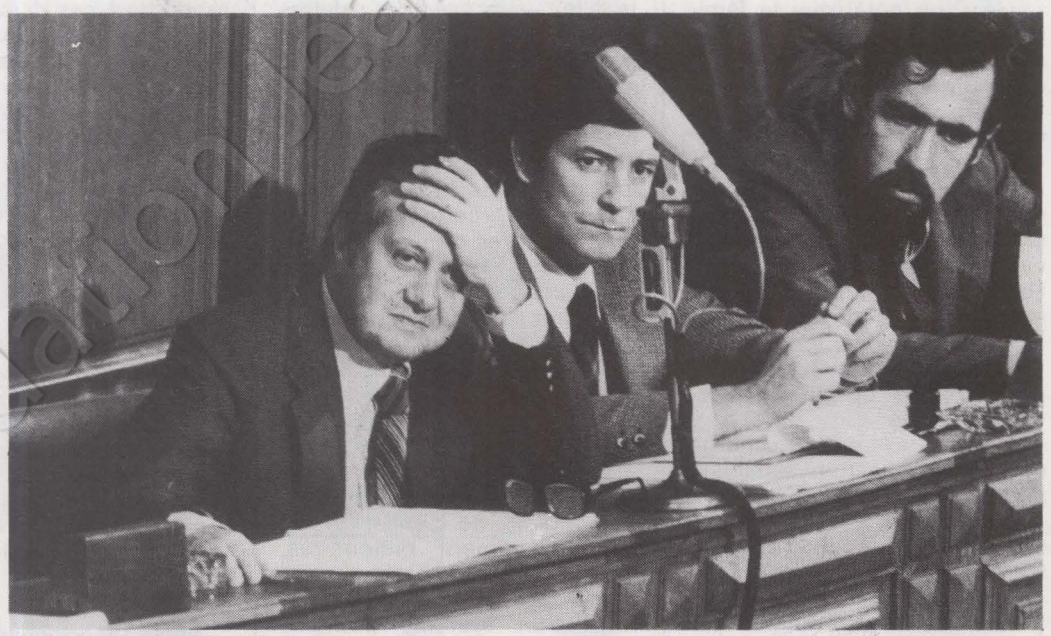
Le jeudi 8 décembre, lorsqu'à 6 heures du matin l'ensemble des députés — du P.c.p. au C.d.s. — ont, à l'exception des députés socialistes, refusé la confiance au gouvernement Soares, un suspense de plusieurs mois s'est terminé. Car, depuis six mois, les interrogations sur l'avenir étaient au moins aussi fortes que l'équation à une inconnue que doit résoudre aujourd'hui le président Ramalho Eanes : désigner un Premier ministre.

Depuis le 25 avril 1976, date des premières législatives, le Portugal semble être, en effet, un pays ingouvernable : compte tenu des positions prises par les partis en présence, il n'existe pas de majorité parlementaire. Ayant obtenu plus de 37 % des suffrages, le Parti socialiste portugais est certes le parti le plus représenté au Parlement, mais il ne dispose pas, loin s'en faut, d'une majorité. A la fois contraint et désireux de mettre sur pied un gouvernement homogène, Mario Soares gouvernait depuis le 6 juillet 1976 en jouant tantôt avec sa gauche — le P.c.p. —, tantôt avec sa droite — le P.s.d. et le C.d.s. Jeu difficile, dangereux, dans un pays bouleversé par des mutations profonde, et où les partis, de formation récente, sont traversés de contradictions internes profondes.

Depuis des mois, le gouvernement Soares était donc menacé : au Parlement, les votes se suivaient mais ne se ressemblaient pas. Telle loi était votée avec l'aide du P.c.p. contre le P.s.d. et le C.d.s. ; telle autre avec les voix de ces derniers et malgré les suffrages du P.c.p. ; telle autre avec le soutien du seul P.s.d. Situation impossible, mettant en péril toute vision à long terme, chaque loi ne pouvant être qu'un compromis. Il en fut ainsi de la loi, voulue par le P.s. sur la réforme agraire, votée au mois d'août, qui eut comme contrepartie, le vote d'une loi sur le fermage voulue par le P.s.d. !

Les conséquences d'une telle situation sont évidentes : outre ce qu'il est convenu d'appeler l'usure accélérée du pouvoir, il y a la lassitude des militants, l'incompréhension des électeurs. Surtout lorsque — comme c'est le cas au Portugal — la situation économique n'est pas des meilleures.

Ce qui ne pouvait que pousser le P.c.p., le P.s.d. et le C.d.s. à vouloir peser au maximum pour contraindre le P.s.p. à un accord. Or, Mario Soares s'est toujours refusé à un gouvernement de coalition quel qu'il soit : « Nous sommes condamnés à gouverner seuls », avait-il l'habitude de dire. Ce qui n'allait pas sans problème dans son propre parti. Car, pour les socialistes, gouverner seuls, dans de telles conditions, ne pouvait, au-delà des compromis nécessaires, que figer l'élan du gouvernement. Si bien que, sur sa « gauche », des départs successifs eurent lieu, le dernier étant celui d'Antonio Lopes Cardoso, qui fut ministre de l'Agriculture ; et, sur sa « droite », des députés tentaient d'ouvrir une possibilité d'accord avec au moins une partie du P.s.d.



Mario Soarès, la nuit du 6 décembre.

Depuis plusieurs mois planaient sur le monde politique portugais deux questions. La première, due à la Constitution elle-même, portait sur le rôle à venir du président Eanes. Avec un régime semi-présidentiel, le Portugal est doté d'une Constitution socialiste qui peut permettre également au président de jouer un rôle important. L'absence de majorité parlementaire ne pouvait qu'inciter les uns à peser sur Eanes, les autres à se méfier de lui. D'autant que ce dernier en sa qualité d'officiel général a un poids déterminant dans l'armée qui, disent certains, peut encore jouer un rôle important dans les mois à venir.

Sont venues s'ajouter à cela des difficultés financières. Le temps où le Portugal disposait d'une réserve de devises suffisante pour pallier le déficit extérieur est terminé. Pour acheter, il lui faut aujourd'hui emprunter. Et, depuis de nombreux mois, une négociation s'est engagée avec le F.m.i. C'est cette négociation qui a servi de détonateur à la crise.

Pour être précis — et la presse l'est rarement en ce domaine —, le F.m.i. n'intervient dans l'affaire que comme relais. Il doit prêter, à court terme, 50 millions de dollars au gouvernement ce qui est fort peu et ne justifie pas les exigences formulées ; mais plusieurs pays occidentaux ont accepté de prêter à leur tour 750 millions de dollars à long terme et avec un intérêt normal si le F.m.i. arrivait à un accord avec le gouvernement. Au passage, il faut noter que 750 millions de dollars, c'est, somme toute, peu de chose : pour la seule journée du 5 décembre, la Bundesbank a dépensé en marks la valeur de 300 millions de dollars pour soutenir cette monnaie. De plus, il faut noter le courage des gouvernements, qui délèguent à un organisme financier le soin de négocier pour eux. Enfin, il faut rappeler que les interventions du F.m.i. ne se sont pas toujours — et se sont rarement même — soldés par un succès : l'orthodoxie financière n'est guère compatible avec les problèmes posés par le développement économique et par les subtilités politiques.

Le F.m.i. a demandé au Portugal de réduire son déficit extérieur en freinant sa croissance. Celle-ci, et c'est exceptionnel par les temps qui courent, a été de 6 % en volume en 1977. Rares sont les pays qui peuvent en dire autant. Pour le F.m.i. une telle croissance impliquait un déséquilibre de la balance commerciale dû à une croissance des importations. Ce qui est faux : le déficit est dû à une chute des exportations, les importations ayant elles-mêmes diminué depuis 1974. Question : pourquoi certains Etats ont-ils freiné leur commerce avec le Portugal ?



Quoi qu'il en soit, la croissance de l'économie qui a permis de résorber une bonne part du chômage, les bonnes recettes touristiques de cette année et l'augmentation des envois de fonds par les émigrés ont donné, pour l'avenir, des résultats positifs : depuis les nationalisations, la restructuration de l'appareil productif se poursuit — et les commissions de travailleurs y sont pour quelque chose —, permettant de prévoir un avenir moins sombre. De plus, le taux d'endettement du pays n'est pas encore dramatique : le rapport dettes/réserves, sans être bon, n'étant pas encore franchement mauvais.

On peut, dans ces conditions, s'interroger sur la politique « monétariste » du gouvernement Soares. Toujours est-il que, pour des raisons opposées, les autres partis représentés au Parlement ont affirmé qu'ils ne soutiendraient pas les efforts du gouvernement. Le P.s.d. bloqué jusqu'en janvier par ses problèmes internes, le P.c.p. coincé par ses militants, le C.d.s. espérant que des élections anticipées lui feraient gagner quelques points, tous se sont retrouvés d'accord pour mettre fin à une expérience difficile.

Cette chute est, en partie, due aux décalages qui peuvent être mesurés au Portugal entre la base et les directions des partis. De tous les côtés, il devient évident que le corps social n'est pas à l'image des partis, que ceux-ci, sans passé réel, ont du mal à coller aux intérêts des diverses couches. Oublieux des efforts, des sacrifices, et des espoirs de bon nombre de salariés, coincé entre un P.c.p. rarement accommodant — c'est un euphémisme — et une droite qui se cache, de moins en moins d'ailleurs, au P.s.d. et au C.d.s., le P.s.p. n'avait qu'une marge de manœuvre réduite. Sur plusieurs points, il n'a pas su, visiblement, éviter des erreurs que le mouvement socialiste a déjà connues, prenant d'ailleurs quelque distance avec son programme de 1974. La dialectique entre le socialisme et la liberté n'est pas toujours facile. Surtout lorsque les circonstances historiques semblent séparer, et l'année 1975 a pu le faire croire à bon nombre de Portugais, le socialisme de la liberté . . .

A Lisbonne, aujourd'hui, on attend. Car l'issue n'est pas évidente. Un retour du P.s. n'est pas exclu. Mais sur quelle base, avec quelle marge de manœuvre ? Eanes, dont la position n'a jamais été aussi forte, choisira-t-il de jouer une carte plus personnelle, demandant au gouvernement mis en place de faire une politique économique différente, pesant sur les gouvernements occidentaux pour que les prêts en cours de négociation soient accordés à d'autres conditions ? Mais sur quelle majorité un tel gouvernement pourrait-il être construit ?

Pour l'instant, personne ne connaît la réponse à ces questions. Et, pour faire bonne



Le président Ramalho Eanes.

mesure, les observateurs en ajoutent quelques autres : que fera, dans les mois à venir, la droite militaire ? Il y a un mois, Pires Veloso, alors commandant de la région de Porto, a tenté, soutenu par la droite, une mini-épreuve de force. Eanes n'a pas cédé. On explique même, ici et là, que la gauche du Conseil de la Révolution est sortie renforcée de cette confrontation, devenant plus proche du président de la République. Mais, ajoute-t-on, le patronat est aussi plus sûr de lui, plus exigeant. Il a déjà reconquis une partie du terrain perdu et espère bien ne pas s'arrêter en chemin.

Tout cela surnage sur les quelques questions de fond qui demeurent : gauche, droite, autre voie, valse hésitation, depuis plus d'un an les Portugais assistent à une impossible quadrature du cercle. Trouveront-ils assez vite, tant que l'espoir existe, une solution ?

PAUL LEDUC

CELUI QUI SUT DIRE NON

La Révolution, Hitler, Staline, les grandes causes, les saines colères, les passions... tout y est. Raconté par un homme qui a su dire non comme personne

Ce n'était certainement pas le hasard si Charles Tillon est né au sein d'une famille de cette Bretagne populaire où l'on était républicain de père en fils depuis la Révolution française. D'où surgit cette vie dense, colorée, dramatique, au cœur de notre siècle avec ses ténèbres et ses lueurs d'espérance. La guerre de 1914-1918, la grande boucherie, la Révolution russe et la mer Noire, Franco, Hitler, Staline, les grandes causes, les saines colères, les passions, les emportements, les illusions, l'aveuglement, le courage des combats exaltants et d'infects procès en sorcellerie, les eaux troubles d'une idéologie devenue folle, entraînant une odieuse exclusion, tout y est, raconté par un homme qui a su, en certaines circonstances, dire non comme personne (1).

PAR PHILIPPE ROBRIEUX

Un de ses ancêtres, le « père Gérard », avait été l'un des rarissimes députés authentiquement paysans aux Etats généraux de 1789. Son père avait dû abandonner la terre et cotisait à cette C.g.t. dont les militants croyaient à la grève générale qui... empêcherait la guerre, avant d'amener la « sociale » et la « totale ». Mais, au lieu du « grand soir » tant espéré, ce fut la honteuse tuerie, et Charles y fut précipité. Lorsque la guerre, enfin, s'achève, certains prétendent la poursuivre contre la jeune Russie révolutionnaire. Ils veulent, à cette fin, utiliser le « Guichen », le bateau sur lequel sert Charles. Et c'est la mutinerie de la mer Noire : d'abord, sur le « Protet », la tentative d'un fils de communard nommé André Marty, puis l'équipage du « France » à Sébastopol, avec Wuilemin, le « Jean Bart », le « Waldeck-Rousseau » et, enfin, le « Guichen ». Charles a vingt-deux ans. Déjà lecteur de « l'Humanité », il est tout naturellement un des animateurs du mouvement. Ces marins veulent passionnément rentrer chez eux, et beaucoup pensent que les Russes ont bien le droit de faire leur révolution. Cependant, la révolte échoue. Pour le jeune Tillon, c'est le bagne de Dar-Bel-Hamri, où il échappe de peu à la mort lente par pourrissement. Mais le gouvernement doit renoncer à l'intervention navale contre « la révolution de Lénine et de Trotski ».

De ces événements, Charles Tillon nous donne un récit sobre, poignant, trop bref même pour qui a tant goûté « La révolte vient de loin » (2). Sauvé de la mort par la campagne pour l'amnistie, il est libéré et recueilli par sa famille. Congédié de son premier emploi — « on a dû l'avertir, pense-t-il, qu'on ne revient pas comme un agneau du pays où les chacals ont un képi » —, le plus naturellement du monde il devient un militant ouvrier et adhère au Parti communiste. C'est qu'il ne pense plus qu'à « se tenir aux côtés de ceux à qui il devait sa... liberté et sa vie reconquises ».

Aujourd'hui encore, les accents frémissants de son livre témoignent de la fidélité d'une vie entière à ceux dont il a appris que « les travailleurs n'ont à perdre que leurs chaînes ». Mais comme il y a loin de la grande génération des fondateurs du communisme français, les Souvarine, les Amédée Dunois, les Monatte, les Rosmer et autres Loriot... aux petits bureaucrates, exécutants dociles et platement hypocrites des sinistres volontés de Staline ! C'est encore le temps où « l'Humanité » annonce que Lénine va mieux et où Cachin appelle à lire « Trotski stratège révolutionnaire ». Et, par décision de l'Internationale communiste, les anciens de la mer Noire ont droit à une ancienneté dans le Parti remontant à la date de leur courageuse révolte... avant même la création du P.c.f. !

Charles Tillon nous conte de façon émouvante ses débuts dans un mouvement où il entrait comme ancien, mais en même temps, et selon sa propre expression, comme un analphabète. Le voici aide-clicheur à « Ouest-Eclair », le journal d'un abbé réactionnaire de choc qui le congédie. Ce qui nous vaut une scène haute en couleur. On le retrouve successivement dans un atelier de montage de locomotives, dans sa première grève, manœuvre dans une cidrerie, puis mécanicien chez un patron — artisan — inventeur égaré au XXe siècle, figure originale puissamment évoquée. Mais voici qu'une pénible maladie de travail, en rendant ses deux mains inutilisables, va permettre à Charles Tillon de militer à fond.

Et c'est ainsi qu'il devient un révolutionnaire professionnel ! Les étranges chemins du destin ! Suivent des pages où se mêlent la chaude ambiance des rudes combats ouvriers d'alors et la saveur douce amère du temps passé. Pudeur, discrétion et charme des premières amours, il y a plus d'un demi-siècle, générosité, richesse humaine et caractère incomparable des pionniers, ainsi cette Louise Bodin la secrétaire fédérale du Parti tant aimée des militants. Secrétaire de l'Union départementale C.g.t.u., Charles Tillon sait nous faire saisir combien il est heureux de se sentir « intégré et responsable au sein des forces vives du mouvement ouvrier ».

Eclate alors la grande grève de Douarnenez. Nous sommes à la fin de 1924. Un récit que peu liront sans émotion. Une grève ter-



Charles Tillon, « mutin de la mer Noire ».

rible comme on n'imagine plus, des rebondissements dramatiques ; en toile de fond, d'admirables femmes de pêcheur ; au premier plan, l'extraordinaire personnage du maire communiste Le Flanchec, meneur d'hommes et orateur populaire formidable, âme de la grève... qui se fait trouer la gorge par des mercenaires à la solde d'un patronat féroce. Ce sont alors des scènes inoubliables : ce tempétueux cortège qui se forme aussitôt et improvise une chanson touchante en l'honneur du maire qui lutte contre la mort.

Quel est le lecteur qui ne sera pas bouleversé par l'évocation de cette foule ouvrière faisant silence pour entendre l'orateur incomparable qui réapparaît pour la première fois et gargouille tragiquement : alors... « l'œil unique du blessé flamboyait de désespoir, des milliers d'yeux se mouillaient ».

C'est le premier voyage en U.r.s.s. Ce sera le seul. Et, là encore, pas de hasard.

C'est la grande crise et cette marche de la faim puissamment décrite. Les événements se précipitent. Nous sommes en 1932, Charles Tillon entre au bureau politique du Parti. Commence alors le temps des missions délicates qui vont l'éloigner du syndicalisme. La lutte contre Laval à Aubervilliers, la bataille contre Doriot, le Front populaire et la guerre d'Espagne, avec cette étrange mission dans Alicante abandonnée et bientôt occupée par les fascistes. Des pages fascinantes, un des plus beaux chapitres du livre.

Charles se trouve maintenant confronté aux mystères de l'appareil stalinien. Confiant, naïf même, mystique et discipliné, militant ouvrier égaré à l'intérieur d'une machine dont le centre, les décisions et les rouages glacés se dissimulent à la vue, grâce au quadruple jeu d'un strict cloisonnement,



En souvenir de l'époque où il animait les grèves dans le pays bigouden, Charles Tillon a peint ce cortège de femmes de pêcheurs.



De gauche à droite : Thorez, Duclos, Marty et Tillon.



Le maire d'Aubervilliers recevant le général de Gaulle, en 1945.



Meeting de soutien à la Tchécoslovaquie avec Vercors, Garaudy et Lanoux, en 1970.

d'une idéologie mystificatrice, d'un secret total et d'une discipline absolue, il mettra — comme tant d'autres — très longtemps à décrypter le système. Et c'est ainsi, sans comprendre vraiment, qu'il vivra le pacte germano-soviétique et le tournant brutal de l'Internationale communiste. Sur ordre de Staline, la direction du P.c.f. vire donc de bord à 180 degrés, passant de l'antinazisme le plus déterminé... à un étrange anti-impérialisme.

Soudain, les dirigeants prônent le pacifisme et la paix avec Hitler, qu'ils cessent de dénoncer. Le Parti est interdit et complètement désorganisé, les militants sont désorientés. Discipliné, Thorez a déserté, puis rejoint l'U.r.s.s. ; et Duclos, demeuré en Belgique, s'emploie à faire appliquer la nouvelle ligne. Coupé de la direction comme tant de militants, livré à lui-même, Charles Tillon — qui est à Bordeaux — prend des initiatives. Pour lui, il s'agit de continuer le Front populaire et la guerre d'Espagne. Duclos n'apprécie pas.

Mais la roue tourne, et Charles Tillon se voit coopté au secrétariat clandestin. C'est que la ligne change : le P.c.f. se durcit, et bientôt Hitler envahit la Russie. C'est probablement là que se noue la future « affaire Tillon ». Mais c'est au lecteur de le découvrir à travers les pages denses qui évoquent pêle-mêle : l'héroïsme des premiers résistants — cinquante à peine au début dans la région parisienne, aptes à se servir d'une arme —, le système de guérilla populaire dit de la boule de mercure, inventé par l'auteur, et les méandres mystérieux de la politique de Staline, dont Duclos est alors l'agent fidèle.

Chemin faisant, bien des révélations : l'insurrection nationale, la Libération, le désarmement des milices patriotiques, le tripartisme gouvernemental : P.c.f.-S.f.i.o.-M.r.p., autant d'épisodes qui ne sont pas ce qu'en pense un vain peuple de plumitifs superficiels. Aussitôt après le retour de De Gaulle à Paris, Charles Tillon se retrouve ministre. Ce qui nous vaut une forte page sur le surprenant et très humain face-à-face du général maurassien et de l'ancien bagnard. Mais si l'auteur éprouve un sentiment très vif de l'honneur qui lui est fait, à l'échelle du Parti, ce n'en est pas moins le début de la rétrogradation, puisque l'ancien chef des F.t.p.f. disparaît du secrétariat du Parti.

Or, dans le système, Thorez, assisté de Duclos, dirige le secrétariat ; et le secrétariat dirige le bureau politique où Charles Tillon va survivre encore quelques années. Dans cet organisme pourtant auréolé de tant de prestige, on ne discute pas. Et le travail des ministres communistes est orienté directement par le tandem Thorez-Duclos.

Au niveau de la stratégie : un seul principe, le soutien inconditionnel à l'U.r.s.s. Tactiquement, une obsession typiquement stalinienne : affaiblir par tous les moyens, affaiblir encore et toujours les ennemis et... les amis. Ainsi, par exemple, du choix de Félix Gouin comme président du Conseil, « parce que c'est le plus faible », dira Duclos. Puis survient la rupture de 1947, sur laquelle Charles Tillon formule un jugement nuancé, précédant de peu la grande glaciation stalinienne.

C'est le temps de l'aveu. Ce sont les procès truqués partout à l'Est... et à Paris... Où la direction monte l'« affaire Marty-Tillon ». Une odieuse machinerie policière contre des accusés sciemment calomniés. C'est le →

(1) « On chantait rouge ». Editions Robert Laffont, 1977.

(2) « La révolte vient de loin ». Julliard, 1969. Editions 10 / 18.

temps où Duclos, suivi par tout l'appareil, ose parler du « policier Marty », et de son « complice ».

Un chapitre émouvant et âpre. Des pages qui choquent et révoltent. Des propos et des actes insoutenables et inqualifiables que d'aucuns s'efforcent honteusement d'escamoter. Une réhabilitation qui se fait encore attendre en 1977 ! Rétrogradé à la base, humilié et à demi exclu, écœuré, Charles Tillon se réfugie en Provence. Là, il se coupe du monde. Nature, famille, travail manuel, peinture, écriture. Ici, l'homme se définit lui-même par sa façon de réagir.

Ceux qui le connaissent regretteront que Charles Tillon passe trop vite sur ses réflexions, comme sur son exclusion survenue en 1970, parce qu'il protestait contre la normalisation en Tchécoslovaquie.

Une fois refermé le livre, on admire le ton digne du mémorialiste. On regrette que l'ancien dirigeant ne consacre que si peu de place à la vie de l'appareil et au fonctionnement de l'organisme de direction. Ceux qui, comme moi, connaissent sa sensibilité délicate et sa générosité chaleureuse déplorent, tout en les comprenant, une réserve et une pudeur excessives qui laissent le spécialiste parfois sur sa faim.

Reste l'écrivain à la plume vive, l'homme qui a conservé intact l'élan vers le communisme de sa jeunesse, le vieux militant qui a apporté son soutien à l'effort du Parti socialiste en quête d'une gauche unie qui soit acceptable et profitable au peuple français. Reste que ce sont les Tillon, petits et grands, à tous les échelons qui ont constitué le principal pôle d'attraction du stalinisme. Ils étaient la pâte humaine vivante et chaude, sectaire mais remplie d'abnégation, d'illusions et de qualités, qui dissimulaient la machine glacée et la perversion. Ils passent, se succèdent, recrutant et renforçant le Parti, avant de s'user et de finir, laminés, broyés, silencieusement écartés ou violemment rejetés par la machine impitoyable.

De même qu'il n'y aura de révolution socialiste authentique qu'en brisant l'appareil d'Etat bourgeois, de même il n'y aura de mouvement réel vers le socialisme et le communisme de Marx qu'en brisant définitivement la machine monolithique qui sécrète le stalinisme totalitaire. Et, pour en arriver à ce résultat, encore faudra-t-il d'abord imposer, avec le réexamen critique du passé, la réhabilitation solennelle de toutes les victimes, de tous les militants moralement assassinés, de Boris Souvarine à Laurent Casanova, en passant par les Monatte, les Rosmer, les Ferrat, les Marty, les Tillon... et tous les autres, la longue cohorte des humbles et des déçus : le plus grand parti de France par le nombre !

Pour y parvenir, il faut d'abord lire et faire lire le beau livre de Charles Tillon.

PHILIPPE ROBRIEU

A LIRE CET HIVER

PAR CLAUDE MANCERON

Claude Estier : « la Plume au poing » (préface de François Mitterrand, Stock).

Ce titre ne devrait pas faire évoquer un mousquetaire. Au poing de Claude Estier, la plume n'est pas une épée, mais l'outil d'un des meilleurs ouvriers de l'Union de la gauche. Au commencement de celle-ci, il y eut un homme appelé Claude. Pas seul, certes, mais presque. Son livre tranquille et complet rappelle scrupuleusement ceux qui brûlèrent comme lui leurs vaisseaux, le 19 septembre 1965, pour s'engager avec Mitterrand dans ce qui paraissait alors l'impossible pari de la candidature unique de la gauche, d'abord pour ébranler le carcan du gaullisme, mais surtout pour redonner vie et voix à cette gauche atomisée depuis le coup du 13 mai. On ne leur épargna pas les sarcasmes. On leur prédisait « le score électoral le plus bas jamais réalisé par la gauche ». Son candidat unique obtint finalement 45 % des suffrages contre le général-président à stature déjà légendaire.

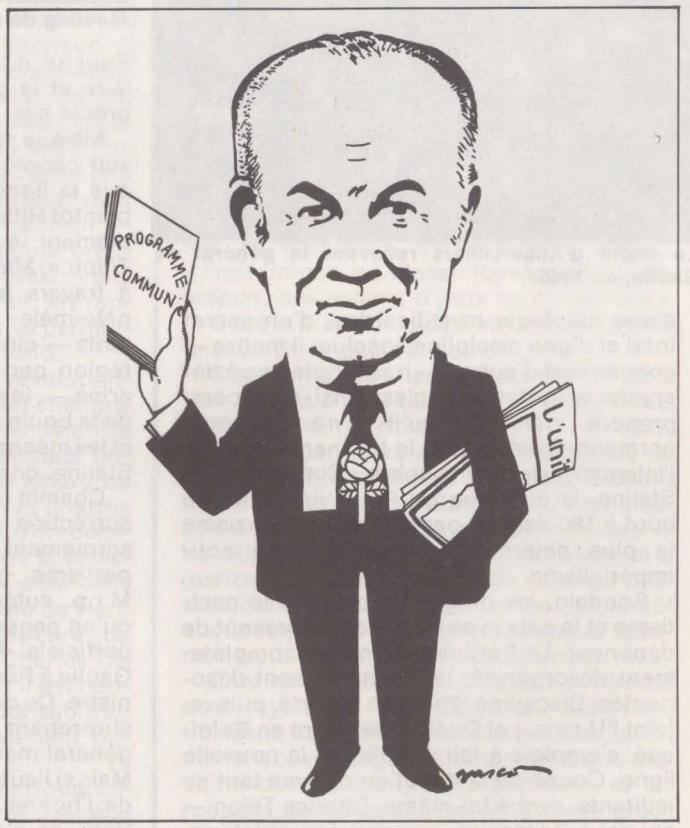
Le socle de la statue en demeura fissuré ; la gauche, réanimée d'urgence, comme un grand blessé, reprenait sa route en boitillant. Neuf ans après, en 1974, elle avait assez de souffle pour frôler de 0,7 % la barre de la majorité absolue à l'élection présidentielle, puis pour dépasser les 54 % aux municipales de cette année. Ce sera chose confirmée en mars prochain, en dépit de toute chamaille. Grâce à Mitterrand. Grâce aux militants. Grâce à Estier, au premier rang d'entre eux.

Mais ce livre n'est pas seulement le récit ou l'annonce de quelques points d'orgue électoraux. Je reviens à ma comparaison : le combat de Claude Estier, c'est un travail, au sens de l'ouvrier ou du paysan, jamais achevé, toujours en train, de celui qui trace le sillon dans la plus large ampleur du champ et qui prend la grêle ou le soleil comme ils viennent.

Voilà plus de trente ans que ça dure, et ça durera le temps qu'il faut. Sans s'attarder ni s'attendrir, cet auteur, acteur et témoin, c'est-à-dire ce journaliste et ce politique, nous raconte le tracé d'un sillon — qui n'a certes jamais « viré à droite » —, par brefs chapitres, j'allais dire par saisons. La jeunesse en 1936 ; la Résistance ; le journalisme au « Populaire », au « Monde », à « l'Observateur », à « Libération » (celui de d'Astier), à « Dire », à « l'Unité » ; l'action militante à la S.f.i.o., jusqu'à en être exclu pour crime de socialisme conséquent, puis à la Convention des institutions républicaines et au P.s., y compris son élection miraculeuse de 1967 à Paris contre Alexandre Sanguinetti, comme député du 18e arrondissement, le temps d'une saison de l'Histoire, justement.

Toutes les raisons pour lesquelles des millions d'hommes et de femmes sont en train de garder le cap à gauche, en dépit des coups de chien, nous les trouvons en suivant le trajet de Claude Estier, et dans les multiples informations et arguments qu'il nous donne au passage (notamment les perspectives de réelle coopération franco-africaine dans une optique socialiste que nous révèle son récit du récent voyage de Mitterrand en Algérie).

Un tiers du siècle — et de notre vie, ma foi ! — tient dans l'autobiographie de cet homme qui n'a jamais changé. On part de ses racines ; on assiste à la lente poussée du tronc, non sans toucher les cicatrices de l'écorce. Il fait bon reprendre haleine à l'abri des branches, en attendant les fruits. C'est reposant, un homme solide.



BREL MATRAQUÉ

La journée du 17 novembre dernier a été un raz de marée Brel déferlant sur les ondes : jamais matraquage n'avait été aussi bien organisé, Barclay veillait...

Tout le monde l'a lu ou entendu : « Dix ans après, Jacques Brel revient. » Ce n'est pas tout à fait exact. D'abord, parce que son « retour » n'a pas duré un mois : juste le temps d'enregistrer un disque dans les studios Barclay de l'avenue Hoche. Ensuite, parce que Brel n'était pas absent depuis dix années : s'il est exact qu'il a fait ses adieux à la scène à l'Olympia en 1967, il n'a guère cessé de faire parler de lui par la suite.

Il y eut d'abord « l'Homme de la Mancha », au Théâtre des Champs-Elysées, où il fut don Quichotte. Puis le cinéma. Comme acteur, il a tourné « les Risques du métier », d'André Cayatte, et « Mon oncle Benjamin », d'Edouard Molinaro. Comme metteur en scène, il a signé « Frantz » et « le Far West ». Deux échecs, mais dont il reste au moins une chanson belle et terrible — des couplets sur la mort —, que Juliette Gréco a enregistrée : « J'arrive ».

De son côté, Nina Simone a enregistré et promené dans le monde « Ne me quitte pas ». Mort Shuman et David Bowie ont repris « Amsterdam ». Mort Shuman a fait plus : il a monté tout un spectacle qu'il a intitulé « Brel is alive, he is well and living in Paris ». Brel est vivant, il va bien et vit à Paris : le détail n'était pas exact, mais le sens y était. Jamais Brel n'a été oublié. Car un homme veillait au grain : Eddie Barclay.



Jacques Brel vu par Solo.

C'est vrai qu'un jour de 1972 Brel en a eu marre d'être un vieux clown européen, qu'il s'est fait la malle et qu'il a pris la mer. C'est vrai qu'il a été gravement malade, qu'il s'est lui-même cru perdu et qu'il est rentré quelque temps dans sa famille belge comme le renard blessé retourne à sa tanière. Mais comment se fait-il que nous le sachions ? Qui donc a soigneusement entretenu le mystère, lâchant de temps à autre un détail sur la vie du « solitaire », du Robinson des îles Marquises ? Car Brel demeure l'une des valeurs sûres de Barclay : bon an, mal an, il vend encore 500 000 disques en 365 jours.

Il y a une façon angélique de raconter l'histoire du dernier disque de Jacques Brel. C'est la version « grande presse ». En septembre 1977, Jacques Brel a annoncé qu'il revenait des îles Marquises avec vingt chansons sous le bras. Et il a posé ses conditions : « J'enregistre, je juge sur pièces et, si c'est bon, on sort le disque. » Il paraît — c'est toujours la « grande presse » qui parle — que monsieur Edouard Barclay aurait paniqué : est-ce que ça va être un simple ou un double trente-trois tours ? Si on le lance tout de suite, est-ce que ça ne va pas tuer les ventes des fêtes de fin d'année ? Alors, tout le monde aurait fait « ouf » quand Brel a dit : « O.k. ! on sort . . . » Alors, tout le monde aurait dit : « Sur un truc pareil, pas besoin de promotion. » Et tout aurait marché comme sur des roulettes, comme dans un conte de fées.

La vérité est toute différente : Edouard Barclay, dit Eddie, a monté un bon coup commercial, et Jacques Brel s'y est prêté . . .

« Pas de promotion », dit-on avenue Hoche. Alors, qui, du début septembre à la mi-novembre, a distillé les informations au compte-gouttes ? Qui a fait rencontrer Brel et certains échotiers à Montmartre, certains beaux soirs de septembre ? Qui, a contrario, a écarté toute la presse de gauche ? Et ce lancement chronométré ? Car il y a bien une savante opération de marketing. Des disques numérotés ont été remis à toute la presse écrite le même jour, à la même heure. Les stations de radio les ont reçus quelques heures avant, mais avec interdiction de diffuser une seule chanson avant le 17 novembre à midi un quart.

Toute cette journée du 17 novembre a été un raz de marée Brel déferlant sur les ondes : jamais matraquage n'avait été aussi bien organisé ! Le lendemain, logiquement, tout le monde se ruait chez les disquaires, voulait immédiatement son « nouveau Brel ». Barclay avait prévu le coup : un million de disques avaient été pressés, expédiés et livrés aux disquaires dans des containers munis d'une serrure à chiffres fermée devant huissier. La combinaison n'a été communiquée à chacun que le 18 novembre au matin, date délibérément choisie par Barclay. Et, pendant que les fans se ruaient sur le premier million de cires, le deuxième million était déjà mis en pochettes.

Il faut aussi raconter comment Barclay a joué la concurrence entre les petits détaillants et les grandes surfaces. Au départ, un prix unique avait été fixé : 48,80 F. Prix normal, si l'on sait qu'un détaillant achète le disque 32,88 F à Barclay. Alors, comment se fait-il que certaines grandes surfaces vendaient le disque, dès le 18 novembre, 31,50 F ? C'est que Barclay fait surtout des affaires avec un grossiste, la Cogedep (Compagnie générale d'édition phonographique), qui lui écoule 60 % de ses productions. La Cogedep est un trust qui fournit en

→

exclusivité les supermarchés. Et Barclay le sait bien... C'est un commerçant. On ne peut guère lui reprocher d'avoir monté une bonne opération commerciale. Mais il n'est pas un commerçant comme les autres : il vend des produits artistiques, il vend des chansons, c'est-à-dire le travail et la vie d'hommes qu'on appelle des chanteurs. Barclay a bien vendu Brel. C'était sans risques. Pourquoi ne monte-t-il pas d'aussi bonnes opérations sur d'autres noms ? Cela, on peut le lui reprocher : soutenir Brel parce que c'est payant, ne pas aider les autres parce que les bénéfices ne sont pas évidents a priori. Barclay n'aime pas les risques artistiques. Barclay n'aime que la plus-value. S'il en fallait une nouvelle preuve, l'opération Jacques Brel vient de la fournir.

C'est donc un bon coup financier. Peut-on en dire autant sur le plan artistique ? Le « Brel nouveau » est arrivé. Que veut-il ? Apparemment il a de la gueule : une belle étiquette. Comprenez : une belle pochette bleue. Au milieu, discret, un modeste portrait de Brel. Comme pour authentifier l'appellation. Le contenu est-il aussi séduisant ?

Le vin, c'est du raisin et du soleil. La chanson, c'est de la musique et du texte. Les plants de beaujolais qui poussent au Québec (il y en a vraiment !) manquent de soleil. Un pied de vigne de l'Hérault planté du côté de Morgon ou de Juliénas ne fera jamais un bon beaujolais. Chez Brel, le soleil est toujours là : des textes insolents, provocateurs, railleurs, taillés à coups de serpe, violents comme des râles de chien perdu. Le raisin est aussi, hélas ! toujours le même : le style musical de Brel a vieilli, mal vieilli.

Où vis-tu donc, grand Jacques ? Dans quels nuages ? Tes îles Marquises ont l'air d'être sérieusement coupées du monde. Tu nous annonces pour bientôt une comédie musicale : « Villebrequin ». Cinq des chansons de ton disque en sont extraites. J'ai bien l'impression que ton engin ne fera pas grand bruit, même si Barclay s'en mêle.

« Jojo » et « Vieillir » sont poignantes. « Jaurès » est bien intentionnée. « Les Marquises » sont bien ficelées. Quatre chansons « possibles » sur douze. Mais le reste... Ce racisme antiflamand, comme une acné sénile, ces « Remparts de Varsovie » qui avouent une misogynie dérisoire... où est le Brel de « Quand on n'a que l'amour » et de « Ne me quitte pas » ? Où est le clown tragique du « Gaz », de « Quand j'étais cheval » et de « Parfaitement à jeun » ? Où est le peintre du « Plat Pays », de « Sur la place », des « Flamandes » et de « Mon enfance » ?

Il est peut-être encore temps que Jacques Brel fasse autre chose et qu'Eddie Barclay se tourne sérieusement vers d'autres « poulains » de son écurie. Le bonhomme Brel garde sûrement en réserve de quoi nous surprendre. Avec sa seule plume d'écrivain, par exemple.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

LES ARTISTES OCCITANS SE SYNDIQUENT

« Nous avons bien notre vin, pourquoi n'aurions-nous pas notre théâtre ? »

« Lo teatre occitan vivra al pais. » « Lo teatre occitan vivra al pais. » En français ou en occitan, pendant trois jours, du 17 au 19 novembre dernier, le slogan a parcouru la Provence et le Languedoc-Roussillon. Porté par les troupes occitanes adhérentes de l'Action pour le Jeune Théâtre. « Le jeune théâtre crève. Il crève parce que l'Etat l'oublie, à tous les niveaux. Mais aussi parce que certaines municipalités l'oublient. »

Partout ces mêmes explications : à Pézenas, à Montblanc, à Béziers, à Sète, à Lunel, dans des villages ; partout où sont passées les deux caravanes de l'A.j.t., l'une partie de Marseille, l'autre de Perpignan. Partout la même apostrophe : « Nous avons bien notre vin. Alors ? Pourquoi n'aurions-nous pas notre théâtre ? » Et, finalement, tout le monde s'est retrouvé dans l'après-midi du 19 novembre, place de la Comédie à Montpellier, pour brûler l'effigie du grand responsable d'une telle situation : Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement.

Le malaise n'est pas nouveau. La dénonciation du système « centralisateur et antirégional » non plus. Mais la « longue marche » du théâtre occitan, la violence des propos tenus et le procès carnavalesque d'un ministre disent assez que la situation des « culturels » est de plus en plus intenable : « Nous ne voulons pas pourrir dans la misère et la marginalité », a-t-on entendu à Montpellier. Ce n'est pas le seul cri du genre. Accion culturala occitana (Action culturelle occitane), qui regroupe des artistes de toute l'Occitanie et de tous les secteurs de la création, propose à tous les Occitans de signer une lettre à l'intention de « Monsieur le Premier ministre, Messieurs les Ministres des Affaires culturelles et de l'Education ». Cette missive explique : « Il existe, dans tout ce pays de langue d'oc, un très grand nombre de chanteurs, écrivains, gens de théâtre et de cinéma, musiciens, peintres, poètes, sculpteurs, artisans d'art... » C'est une évidence, mais les ministres n'ont pas, en effet, l'air de le savoir...et on sait bien qu'ils ne répondront jamais. En faut-il une preuve ? En février 1977 déjà, l'A.j.t. avait occupé les locaux de la délégation régionale des Affaires culturelles, à Montpellier, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation actuelle du Jeune Théâtre. Pour « calmer ces petits », on leur avait promis que Guy Brajot, directeur des Théâtres et Maisons de la culture au ministère, viendrait étudier sur place les bases d'un plan culturel régional. En décembre 1977, on l'attend toujours.

Que peuvent faire les Occitans ? Qui les entend ? La C.f.d.t. vient de créer une Fédération des travailleurs de l'information, de l'audio-visuel et de l'action culturelle. Le Sy-

la nouvelle revue
SOCIALISTE

« La Nouvelle Revue socialiste » édite les actes complets du congrès de Nantes en deux numéros : Nos 27 et 28.
Avec : les interventions des dirigeants nationaux fédéraux et les délégués.
12 F le numéro.

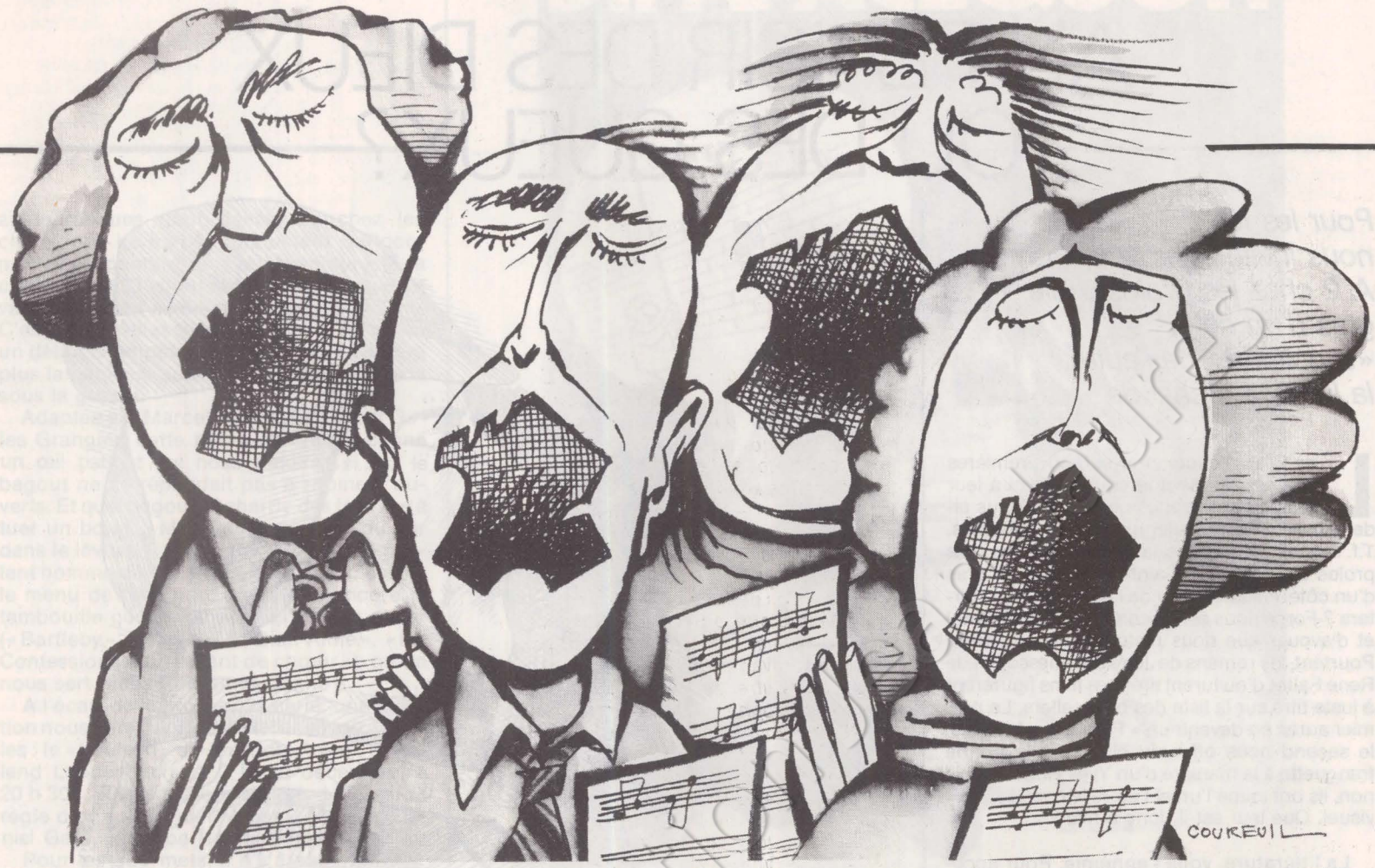
A PARAITRE :
N° 29 : les rapports P.s.-P.c.

Abonnez-vous à la revue du Parti socialiste

1 an : 10 numéros, 115 F ; moins de 25 ans : 95 F.

NOM ..... PRENOM .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... VILLE .....

Rédaction/Administration : 12, Cité Malesherbes. 75009 Paris. tél. : 878.40.73



napac (Syndicat national des professions artistiques et culturelles), qui dépend de cette Ftiaac-C.f.d.t., a tenu des réunions à Toulouse les 23 et 24 novembre dernier afin de « mettre en place des structures régionales tout en maintenant des structures nationales ». Le S.f.a. (Syndicat français des artistes-interprètes), qui est rattaché à la Fédération du spectacle C.g.t., n'a pas agi différemment à Béziers le 20 novembre.

Le Synapac-C.f.d.t. est récent et ne compte que quelques dizaines d'adhérents. Le S.f.a. a été créé en 1892 et a rejoint la C.g.t. à sa création, en 1895 ; il regroupe actuellement 25% des artistes-interprètes français (ce qui correspond exactement à la moyenne nationale du taux de syndicalisation en France). Numériquement, les réunions de Béziers de la C.g.t. sont donc plus significatives que celles de la C.f.d.t. de Toulouse. Des artistes « régionalistes » sont-ils prêts à militer dans un syndicat national « centralisé » ? Les réponses esquissées à Béziers ne sont pas sans intérêt.

Que s'est-il passé à Béziers ? Deux réunions « informelles » se sont tenues, en présence de Serge Baudouin, délégué général du S.f.a. L'une avec les chanteurs - auteurs - compositeurs. L'autre avec les comédiens. Un même but : créer une section « occitane » du S.f.a. ; à deux « branches », selon l'organisation habituelle de ce syndicat : une branche « variétés » et une branche « théâtre ».

« Il ne s'agit pas d'une initiative isolée, a expliqué Serge Baudouin. Nous essayons en ce moment de créer des sections régionales sur des bases régionales un peu partout en France : en Bretagne, en Alsace, en Poitou-Charentes, etc. » Une apostrophe a aussitôt fusé, lors de la réunion avec les chanteurs : « Est-ce que le S.f.a. a l'intention de reconnaître la spécificité occitane ? » Réponse de Baudouin : « Un syndicat n'est ni un parti politique ni une compagnie d'assurances. Il est ce que ses adhérents en font. Si le conseil national du S.f.a. a pris la décision de développer la vie régionale du syndicat, il est bien évident que c'est pour que les revendications des régions puissent s'exprimer, notamment pour que soient défendus ceux qui veulent trouver emploi et salaire sur leur lieu d'existence. »

La question a été posée de nouveau, mais sous une autre forme : « De quelle Occitanie parlons-nous ? Quels Occitans pourront adhérer à la section occitane du S.f.a. ? Tous ceux qui vivent en terre d'Occitanie ? Ou bien seulement les artistes qui s'expriment en langue occitane ? »

On était au cœur du débat : à quoi allait-il servir d'être syndiqué ? Est-ce que le syndicat allait pouvoir contrôler le marché de l'emploi en Occitanie en donnant la priorité aux Occitans ? Jusqu'à quand allait-on supporter que la seule qualité artistique reconnue porte une estampille « hexagonale » ? « Contrôler l'embauche » : l'expression n'était pas très heureuse ! Car, comme l'a rappelé Baudouin, « ce sont là les pratiques du syndicalisme à l'américaine. Je crois qu'il vaut mieux se battre pour obtenir un « volume d'emploi garanti ». Les organisateurs de spectacles et les services publics (radio et télévision) doivent répondre sur ce point. Le ministère de la Culture aussi, sur certains points, dont les moyens accordés au théâtre. »

On s'est alors aperçu (aussi bien chez les chanteurs que chez les comédiens) qu'il y avait deux « clans » occitans : pour les uns, le but est de mettre fin au plus vite aux abus du centralisme et du parisianisme, de faire admettre les particularismes de l'identité occitane ; pour les autres, il s'agit de faire rapidement sécession. Ce sont ces derniers qui parlent d'« autonomie culturelle ».

Les « occitanistes » sont donc partis : ils n'étaient pas la majorité. Les Occitans sont restés. Chez les chanteurs, certains ont demandé à réfléchir, mais tous se retrouveront fin décembre ou début janvier : il y aura une branche « variétés » de la section occitane du S.f.a. Chez les comédiens, les choses sont allées plus vite et plus loin : appartenant aux équipes des Tréteaux du Midi, du Théâtre à emporter, du Théâtre quotidien de Montpellier, du Théâtre populaire du Midi, du Théâtre de la Parole, du Théâtre de la Rampe, ils ont tous décidé d'adhérer le jour même au S.f.a. La prise des cartes et les élections du bureau de la section sont prévus courant décembre.

Il reste pourtant une ombre au tableau : il semble bien que, depuis la crise de l'Union de la gauche, certains soient prêts à toutes les aventures... Mais que gagneront-ils à vitupérer les syndicats quand ceux-là se préoccupent enfin de culture ? Ils risquent surtout de faire quelques dégâts à l'intérieur des forces vives occitanes... Et qui en profitera, sinon le Pouvoir actuel et son centralisme tentaculaire ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

AU PLAISIR DES DIEUX OU DES GUEUX?

Pour les fêtes, T.f. 1 nous invite dans la Haute, A. 2 chez les prolos... foie gras d'un côté, «sauciflard» de l'autre, la lutte sera chaude

Les 19 et 22 décembre, les deux premières chaînes donnent le coup d'envoi à leur feuilletons vedettes qui doivent nous aider à franchir dans l'allégresse le cap des fêtes. T.f. 1 nous invite dans la Haute, A. 2 chez les prolos de Villeneuve-Saint-Georges. Foie gras d'un côté, « sauciflard » de l'autre, qui l'emportera ? Force nous est de conclure au match nul et d'avouer que nous restons sur notre faim. Pourtant, les romans de Jean d'Ormesson et de René Fallet d'où furent tirés ces films figurèrent à juste titre sur la liste des best-sellers. Le premier aurait pu devenir un « Forsythe » français, le second nous offrir du cinéma à la bonne franquette à la manière d'un Yves Robert. Mais non, ils ont loupé l'un et l'autre le coche audiovisuel. Que leur est-il donc arrivé ?

La littérature, voilà l'ennemie. Pour accéder à l'écran, il faut qu'elle s'incarne en images, en actions, que le verbe se fasse chair, comme dans les Evangiles. Voyez les westerns dont les héros parlent à peine plus que leur monture et que le public suivrait jusqu'au fond du Rio Grande. Leur secret? Ils bougent, ils vivent, et, si conventionnels soient-ils, l'aventure leur fouette les sangs. Alors que nos feuilletons causent, causent... C'est tout ce qu'ils savent faire.



Louis XI, vu par Coureuil.

En présentant son film à la presse, Jean d'Ormesson nous prévient : «Il s'agit d'une œuvre ethnologique, la description d'une tribu en voie de disparition, la mienne.» Erreur, la tribu en question a déjà disparu, emportant avec elle ses raisons d'être, et ce n'est pas une troupe d'acteurs qui la ressuscitera.

Sous l'égide du patriarche Jacques Dumesnil, duc de Plessis-Vaudreuil, les générations défilent au pas cadencé dans le château de Saint-Fargeau. Aux alentours des années vingt, l'esprit critique, père de tous les vices, ébranle les traditions. Il a pour alliés la jeune tante Gabrielle, dadaïste éperdue, et le précepteur des héritiers de la couronne (les héritières, elles, comptent pour du beurre).

Durant un demi-siècle — qui nous semble en durer cent —, l'illustre famille s'effrite, comme les murs de son manoir. Les descendants du régisseur prendront-ils le relais? Ou seront-ils balayés par le courant marxiste qui déferle de l'est? Au bout de cinq épisodes, le rideau tombe sur la vente du domaine, la mort de l'aïeul et les pétarades de Mai 68.

Ouf! Nous émergeons aussi mal en point que le toit de Saint-Fargeau. Faut-il «en être» pour comprendre, ainsi que se plaisent à le répéter les Plessis-Dubreuil? Si oui, il convient de créer une quatrième chaîne, réservée aux téléspectateurs à particule. Qu'ils s'amusent entre eux, nous leur souhaitons bien du plaisir, comme à Dieu, leur dernier public.

Avec René Fallet, nous quittons les cimes

ROBERT LAFFONT

En librairie le 5 décembre

JEAN CORNEC

Pour l'école libre

défense et illustration de la laïcité

aristocratiques pour descendre chez les cheminots. Le héros, conducteur de locomotive et membre du Parti communiste, a choisi août 1939 pour prendre ses premières vacances avec sa femme et ses deux fils. C'est dire qu'elles seront courtes et qu'après un début champêtre le feuilleton ne quittera plus la banlieue sud-est qui fait le gros dos sous la guerre.

Adaptée par Marcel Jullian, filmée par Gilles Grangier, cette petite chronique cligne un œil parigot qui nous séduirait si... si le bagout ne se répandait pas à robinets ouverts. Et quel bagout ! Il charrie des facéties à tuer un bœuf. « Ma femme va jouer du cor dans le lévitan », lance, par exemple, un galant homme du rail. Pitié ! Pouce ! Si c'est ça, le menu de fête, nous préférons encore la tambouille quotidienne et les succès d'hier (« Bartleby » « Léopold le Bien-Aimé », « les Confessions d'un enfant de chœur »), qu'on nous sert réchauffés sur Antenne 2.

A l'écart de la grosse cavalerie, une création nous paraît pourtant mériter quatre étoiles : le « Louis XI » d'Alexandre Astruc et Roland Laudenbach (A. 2 le 20 décembre, à 20 h 30). Puissance et sobriété, telle est la règle d'or qu'appliquent Denis Manuel, Daniel Gelin, Francine Bergé et Jacques Duby.

Pour les gourmets, il n'y a pas à hésiter. Boudant la table des ducs, renonçant aux gargotes populaires, ils iront festoyer chez le roi.

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

▶ *« Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. » Sans doute Marcel Jullian a-t-il médité cette boutade de Figaro en se voyant remplacer par Marcel Ulrich à la tête d'Antenne 2. Certes, le premier n'a jamais su compter et le second, diplomate gaulliste, ne passe point pour un voltigeur, mais on doit à l'un quelques bouffées de libéralisme dont l'autre risque de nous priver. « J'ai cherché jusqu'à on pouvait aller trop loin », nous lance Marcel Jullian en guise d'adieu. Il a trouvé. S'il veut conserver son poste, son successeur fera bien de ne rien chercher du tout. A la veille des élections, voici l'écran muselé par ceux qui n'ont que le mot « liberté » à la bouche.*

▶ *Pourquoi la lorgnette dominicale nous a-t-elle privé du gag de l'année, l'algarade qui opposa notre ami Piem à Jacques Martin ? On se tape dans le dos, on joue copain-copain, et soudain l'un des joyeux drilles disparaît. Aurait-il découvert, lui aussi, « jusqu'où l'on pouvait aller trop loin » ? Le Petit Rapporteur a beau jeu de brocarder Bokassa ; il ne semble guère apprécier, lui non plus, l'esprit de contestation.*

▶ *On peut aimer « la Belle Hélène » et ne pas souhaiter l'entendre deux fois durant les fêtes. Hélas, sous le signe de la concurrence, A. 2 a chargé Michel Boisrond et F.r. 3 l'Opéra du Rhin de nous offrir ce chef-d'œuvre d'Offenbach. Pauvre Ménélas, dont voici le malheur conjugal diffusé en double exemplaire !*



34 chroniques parues dans "L'UNITE"

Piem est un socialocaptalolibéral en équilibre sur ses contradictions. Quand il se casse la figure, son petit garçon est là pour le remettre debout en lui posant des questions auxquelles il tente de répondre.
Au bout du bout des mots il y a toujours quelque chose.
Dipapacéquoi les mots de la politique ?

Un volume illustré par l'auteur

PRESSES DE LA CITE

cinéma

★ **Luigi Comencini : l'Argent de la vieille.**

L'une des belles et profondes comédies du cinéaste italien. Mine de rien, à travers les dérisoires mésaventures du couple (irrésistible) Alberto Sordi - Silvana Mangano poursuivant une mythique fortune au jeu, la fable la plus juste et la plus cruelle qui soit sur le pouvoir du capital, la lutte de classes, le rejet de toutes les règles par la nouvelle génération du « lumpen » . . .

★ **René Viénet : Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires.**

Les situationnistes ont eu du génie quand ils ont « détourné » les films de karaté. Mais quand on manipule, comme ici, les documents sur la Chine de Mao, les ficelles trop grosses apparaissent et le pilonnage continu finit par indisposer envers les auteurs.

★ **Chris Marker : Le fond de l'air est rouge.**

Voir le numéro 274 de « l'Unité ».

★ **Victor Fleming : le Magicien d'Oz.**

La reprise du mois. Judy Garland, seize ans tout juste, chante et danse au milieu de l'univers merveilleux de Hunk l'épouvantail, Zeke le lion peureux et Hickery le bonhomme en fer. Féerique, à tous les sens du terme.

★ **Benoît Jacquot : les Enfants du placard.**

Une belle histoire de passion incestueuse — jamais consommée — entre un frère et une sœur, une enfance qui ne parvient pas à finir. A la limite, malheureusement souvent franchie, de la sécheresse sinon du glacé. N'est pas toujours Bresson qui veut.

★ **Michael Curtiz : les Aventures de Robin des Bois.**

Le premier technicolor (1938) et une des super-réussites de la Warner. Le charme d'Errol Flynn et d'Olivia de Havilland, l'éclat de l'œuvre et tous les enchantements retrouvés de la forêt de Sherwood (à partir de mercredi prochain).

★ **George Lucas : la Guerre des étoiles.**

Une somptueuse bande dessinée, bourrée de spectaculaire et d'humour. Chercheurs de symboles s'abstenir.

★ **Alain Corneau : la Menace.**

Une intrigue hitchcockienne et le thème du piège que l'on construit soi-même, traité avec une efficacité fantastique par Corneau. Mais pas aussi personnel, hélas, que « Police Python 357 ».

★ **Michel Soutter : Repérages.**

Un metteur en scène (Trintignant) prépare avec trois actrices (Delphine Seyrig, Lea Massari, Valérie Mairesse) un film adapté de Tchekhov. L'auteur des « Arpenteurs » a réalisé là une œuvre remarquable de finesse, de pudeur, de profondeur de sentiment qui ont des résonances chez le spectateur longtemps après la projection.

★ **Comédies musicales.**

Gene Kelly dans « Chantons sous la pluie », vous vous souvenez ? Et Sinatra dans « Un jour à New York » ? Et Fred Astaire dans « Broadway melody » ? Et Brando

au risque de vous plaire



Gene Kelly et Judy Garland.

dansant dans « Blanches Colombes » ? Et Leslie Caron dans « Papa Longues Jambes » ? Et le couple Montand-Marilyn dans « le Milliardaire » ? Ils sont tous là, à l'Action-La Fayette.



Fred Astaire.



Audrey Hepburn.

★ **Mario Monicelli : Brancaleone s'en va-t-aux croisades.**

Monicelli a envoyé l'inénarrable Vittorio Gassman au Moyen Age. A travers ce fanfaron grotesque, voilà démystifiée la chevalerie, voilà réhabilitée la vérité de la misère et de l'intolérance d'un des plus sombres épisodes de l'Histoire.

★ **Yves Robert : Nous irons tous au paradis.**

La comédie (réussie), c'est tellement peu le fort du cinéma français qu'on se doit de déployer un grand drapeau quand on en aperçoit une. Et pour une fois, ou presque, la suite vaut le film originel (« Un éléphant, ça trompe énormément »).

★ **Festival Charlie Chaplin.**

Jusqu'au 3 janvier, au Nickel-Ecoles, rendez-vous avec « la Ruée vers l'or », « le Kid », « les Temps modernes », « l'Emigrant », « Charlot soldat » et « les Lumières de la ville ».

★ **Peter Cligton : Sweet soul music.**

L'un des grands interprètes du « rhythm and blues » noir, Otis Redding — disparu depuis dans un accident d'avion —, saisi lors d'un concert en 1967.

★ **Rencontres internationales Henri-Langlois, à Tours.**

Du 18 au 24 janvier, ces Deuxièmes Rencontres, avec cette fois « Histoire du cinéma hongrois » et « Rencontre des films d'écoles de cinéma ». (Renseignements : 47-05-41-98.)

★ **Du grand au petit écran.**

Pour les fêtes, un feu d'artifice de comédies musicales à la télévision : « My fair lady » (Cukor-Audrey Hepburn-Rex Harrison) le 25 décembre sur T.f. 1 ; les Parapluies de Cherbourg » (Demy-Legrand-Catherine Deneuve) le 30 sur A. 2 ; et sur F.r. 3 « la Belle de Moscou » (Fred Astaire) le 24, « le Magicien d'Oz » (Fleming-Judy Garland) le 25. Mais aussi quatre chefs-d'œuvre sans musique : « les Cavaliers » (Ford-Wayne) le 25 sur T.f. 1 ; « les Enfants du paradis » (Carné-Prévert) le 24 sur A. 2 ; enfin sur F.r. 3 « Vera Cruz » (Aldrich-Gary Cooper-Lancaster) le 27 et « la Nuit américaine » (Truffaut) le 29. Ne les ratez pas.

à ne pas manquer

Vladimir Vyssotski

Le chanteur russe Vladimir Vyssotski nous avait déjà donné deux disques en France, l'un chez R.c.a., l'autre au Chant du monde. Un troisième sort ces jours chez les disquaires : « Corde raide » (Polydor 2473.077). Au moment même où Vyssotski donne trois concerts exceptionnels à Paris, à l'Elysée-Montmartre, les 15, 16 et 17 décembre.

C'est la première fois qu'il présente son récital en France. Les publics de Paris, Lyon et Marseille l'avaient déjà vu en scène, mais comme comédien seulement, dans « Dix Jours qui ébranlèrent le monde » et dans « Hamlet », deux spectacles de la Taganka de Moscou. « Vyssotski, dit Maxime Le Forestier, c'est un nom qu'on entend beaucoup en Union soviétique. Moins à la radio que dans les maisons, dans les cœurs, dans l'air du temps. Des chansons qui circulent, se faufilent, se transmettent par les bouches, les oreilles, les mémoires, parfois les magnétophones, quand quelqu'un connaît quelqu'un qui connaît... »

Car Vyssotski, qui a le droit de chanter partout dans le monde, a seulement le droit d'être comédien dans son pays : « cumul interdit ». Un beau prétexte...

Fantômes espagnols

Au théâtre Daniel-Sorano de Vincennes (16, rue Charles-Pathé), Jérôme Deschamps et Dominique Valadie présentent un spectacle assez étonnant, dont ils sont les co-auteurs : « Blanche Alicata ». Tous les deux anciens élèves du Conservatoire national de Paris, ils ont très tôt travaillé avec les plus remarquables metteurs en scène contemporains : Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent, Claude Régy, Antoine Bourseiller, etc. Et ils ont vite appris !



Vyssotski et sa femme, Marina Vlady.

« Blanche Alicata » est le récit de la dernière journée de la vie d'une fille-mère. Les gestes quotidiens et ménagers y alternent avec des rêves insoutenables et des fantasmes cauchemardesques. Car, dans la mémoire de cette jeune femme qui va mourir, c'est toute l'Espagne qui hurle, ce sont les fantômes du franquisme qui rôdent, menaçants... Un spectacle sobre et bouleversant.

Fête du livre à Villeneuve-d'Ascq

Jusqu'au 23 décembre, la ville de Villeneuve-d'Ascq organise, à la Rose des Vents, une fête du livre sur le thème : « le livre, la nature et l'homme ». Le cadre de cette manifestation est une grande exposition du peintre Cueco.

Au programme : des débats, des rencontres avec des écrivains, des animations littéraires. A la disposition du public : six cents livres exposés, sept mille volumes en vente.

élévision

VENDREDI 16 DECEMBRE

T.f. 1

Le Père Noël a la botte percée : comment choisir judicieusement les jouets de saison (17 h 55).

« L'Avocat du diable » : comédie de Roger Saltel. Un écrivain sème la pagaille chez l'avocat qui lui a sauvé la vie. Du théâtre pour public fatigué (20 h 30).

A. 2

Les paysans savants : une leçon de préhistoire en Périgord (17 h 55).

Les Folies-Offenbach : début de la grande fresque (en six épisodes) que Michel Boisrond consacre au roi de l'opéra bouffe, magistralement interprété par Michel Serrault. Aujourd'hui : « Orphée aux enfers » (20 h 30).

Apostrophes : à l'écoute de la province. Six auteurs nous parlent de leur coin d'Hexagone (21 h 40).

« Tristana » : film de Bunuel décrivant le calvaire d'une pauvre orpheline, livree a la convoitise de son tuteur (22 h 50).

F.r. 3

L'univers des jouets : des usines américaines aux industries du Jura, une enquête sur l'art de fabriquer du plaisir (20 h 30).

Le Nil : fleuve-diéu, âgé de sept mille ans, il nous entraîne aux sources de la civilisation (21 h 30).

SAMEDI 17 DECEMBRE

T.f. 1

Numéro un : Jacqueline Maillan, la plus célèbre rondeur du théatre (20 h 30).

« La Légende des chevaliers aux cent huit étoiles » : feuilleton japonais en dix épisodes, adapté d'un roman chinois célébrant les hors-la-loi en révolte contre les tyrans. Un peu lent pour le public occidental (21 h 30).

A. 2

« Le Chandelier », d'Alfred de Musset, adapté et réalisé par Claude Santelli, avec Marie-Christine Barrault et Michel Galabru : entre trois hommes, le cœur d'une femme balance (20 h 30).

F.r. 3

« Comment ne pas mourir » : Pierre Dumayet a remis au goût du jour l'Alceste d'Euripide, pour le festival de Carpentras (20 h 30).

DIMANCHE 18 DECEMBRE

T.f. 1

« L'Homme tranquille », de John Ford : pour séduire une belle Irlandaise, un ancien boxeur américain doit prouver qu'il est un « dur » ; on peut compter sur John Wayne (17 h 20).

« La Kermesse de l'Ouest » : western musical évoquant le manque de femmes chez les pionniers de la ruée vers l'or (20 h 30).

A. 2

L'Opéra sauvage : Frédéric Rossif est tombé amoureux des Indes et nous convie à une fabuleuse fête de nuit où la mer se fait femme pour danser (21 h 40).

F.r. 3

Jean Guitton, l'homme en question : philosophe plus respectable que stimulant (20 h 30).

« La Grosse Tête » : film doux-amer de Pio Angeletti, contant les déboires d'un pauvre maçon italien (22 h 30).

LUNDI 19 DECEMBRE

T.f. 1

L'Evangile en papier : l'histoire du Christ racontée par Claude Lafortune, Canadien aux doigts magiques (12 h).

La poésie que j'aime : chaque jour, durant les fêtes, une bouffée de fraîcheur avec Prévert, Desnos ou Boris Vian (19 h 40).

Les mini-chroniques de René Goscinny : douze émissions qui nous lèguent le dernier sourire du père de Lucky Luke (19 h 45).



Jacques Offenbach.



Marcel Pagnol.



Catherine Deneuve.



« Au plaisir de Dieu » : départ du feuilleton fleuve de Jean d'Ormesson. Mœurs et coutumes du grand monde. On s'amuse plus chez les Papous (20 h 30).

« Histoires extraordinaires » : Edgar Poe vu par Fellini, Louis Malle et Vadim. Trois pas dans le fantastique (22 h).

A. 2

« Trente Ans ou la Vie d'un joueur » : l'enfer de la roulette découvert par Marcel Moussy et subi par Robert Hirsch (17 h).

Le petit théâtre de Daniel Ceccaldi, chaque jour une perle du répertoire dramatique (19 h 45).

Allô ! Charles... : Aznavour répond à Guy Lux et à d'autres amis. Interdit de parler du fisc (20 h 30).

Pink Floyd Ballet : des danseurs électroniques sur une chorégraphie de Roland Petit (21 h 45).

Ping-pong, Paris-New York : depuis un demi-siècle, peintres et écrivains se renvoient la balle culturelle par-dessus l'Atlantique. Un double portrait de société, original et vivant (22 h 20).

Compagnons pour vos songes : un brin de poésie pour dissiper les dernières informations (23 h 45).

F.r. 3

Cléopâtre — autrement dit : Elisabeth Taylor — entraîne à sa perte Marc Antoine-Burton, sous les yeux narquois de César-Harrison (20 h 30).

MARDI 20 DECEMBRE

T.f. 1

« Vainqueur du destin » : la carrière d'un champion de base-ball, interprété par Gary Cooper (14 h 30).

Bonsoir, Monsieur Loyal : Roger Pierre nous emmène au cirque (20 h 30).

« La Légende des chevaliers aux cent huit étoiles » : feuilleton japonais (22 h).

A. 2

« Bartleby » : la nouvelle de Melville dont Maurice Ronet tira en 1976 un irréprochable téléfilm, illustrant le calvaire et la revanche d'un bureaucrate (17 h).

« Louis XI ou la Naissance d'un roi » : un grand roi français réhabilité par un écrivain américain, Murray Kendall, et porté à l'écran par Astruc et Laudenbach ; un régal (20 h 30).

F.r. 3

« Zorro » : Alain Delon cligne de l'œil sous le masque noir dans cette superproduction franco-italienne (20 h 30).

MERCREDI 21 DECEMBRE

T.f. 1

« La Pantoufle de vair » : Cendrillon à l'américaine, mais Leslie Caron rejoint Perrault en trois pirouettes (16 h).

« Au plaisir de Dieu » : suite du feuilleton (20 h 30).

L'héritage d'Albert Kahn : en 1924, Kahn, l'homme le plus riche de l'époque, demanda à neuf opérateurs de filmer le début du siècle. Puisant dans sa cinémathèque, Henri de Turenne et Héléna Lamanskena ont extrait une fascinante étude sociologique (22 h).

A. 2

« Un sur cinq » nous emmène dans l'école de bergerie de Rambouillet et à la suite d'un cirque de campagne (16 h).

« Un comique-né » : film de Michel Polac retraçant l'itinéraire sinueux d'un jeune acteur qui se cherche. De bons gags, mais que de paroles ! Sans Devos, on s'assoupirait (20 h 30).

Zanine, l'architecte du nouveau monde : mi-Indien, mi-Blanc, Zanine, constructeur autodidacte, bâtit des maisons de bois que les Brésiliens préfèrent à leurs tours (22 h).

F.r. 3

Terre des hommes : une rencontre avec des jeunes qui mènent le bon combat pour aider le tiers monde (19 h 40).

« Manon des Sources » : Pagnol célèbre sa Provence, brûlée par le soleil, qu'une fille sauvage défend contre l'esprit de lucre (20 h 30).

JEUDI 22 DECEMBRE

T.f. 1

Show Machine : de Michel Polnareff à Jean Rochefort, une macédoine de variétés (20 h 30).

« Otello », opéra de Verdi : dernière production de l'Opéra du Rhin (21 h 30).

A. 2

« Léopold le Bien-Aimé » : une reprise qui fait plaisir et permet de retrouver Georges Wilson, misogyne au cœur tendre (17 h).

« Banlieue sud-est » : début du feuilleton tiré du roman de René Fallet. La vie d'une famille française de 1939 à 1944. Un film qui ne vaut pas le livre (20 h 35).

Fr. 3

« Manon des Sources » : seconde partie. L'instituteur parvient à apprivoiser la sauvageonne qui détient tout pouvoir sur l'eau (20 h 30).





PETITES ANNONCES

Offres d'emploi

Ville d'Epinay-sur-Seine recherche rédacteur ou rédactrice pouvant assurer le fonctionnement du service de documentation.

Ecrire avec C.v. à Monsieur le Maire d'Epinay-sur-Seine 93800.

Ville de Juvisy-sur-Orge recherche responsable des services sociaux de la ville, avec activités importantes et diversifiées (contrat de secteur P.a.p. 15, B.a.s. dynamique, activités multiples de l'enfance au troisième âge). Niveau rédacteur avec expérience indispensable et esprit ouvert pour animer politique locale.

Ecrire à M. le Maire, 91260 Juvisy-sur-Orge.

Ville de 30 000 habitants (120 km de Paris) cherche chef de service espaces verts, expérience souhaitée.

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Ville de Villeurbanne (Rhône) recherche animateur socio-éducatif possédant Base et Capase ou en cours Capase pour travail en milieu ouvert dans quartier populaire.

CHAMPAGNE
BARON
FUENTE
Vigneron
21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Gabrielle Rolin, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

APRES L'HUMANITE EN MARCHE MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.

- Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre...
- Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramcsi.
- Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito...
- L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Dubcek... et bien d'autres.



LHOSTE

Relevons parmi les auteurs :
Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delfau, Marc Ferro, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.

Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

Date _____ Signature

A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

REFLEX 24x36 A CELLULE INCORPOREE, PRESELECTION AUTOMATIQUE, OBJECTIF 6 LENTILLES 2/58



ZENIT EM.

PRIX - QUALITÉ - PERFORMANCES

Coll. Fondation